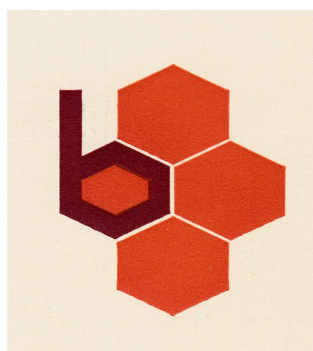


Travaux de mémoire AARSCET

HISTOIRES DU BETURE

**BUREAU D'ETUDES POUR L'URBANISME ET L'EQUIPEMENT
FILIALE DE LA SCET**

DE 1960 A 1980



Par René GAY

décembre 2013

Préambule et présentation : par René GAY

Jeune ingénieur civil des Ponts, après mon service militaire, j'ai été recruté à la SCET en décembre 1959 par François Parfait, dans le « sous-marin » bâtiment préfabriqué où était née la SCET, situé dans une des cours intérieures de la CDC.. Je pris mes fonctions aux premiers jours de janvier 1960 au Service VRD du Service Technique de la SCET avant même que le BETURE ne fut en fait créé, bien que son acte de naissance officiel porte la date du 1^{er} janvier. J'ai progressé dans la hiérarchie du BETURE jusqu'à en devenir le Directeur Général en 73, jusqu'à fin 78.

J'ai donc vécu la majeure partie de cette période (60-80) du BETURE de l'intérieur.

Je fus nommé comme Directeur Régional Ile-de-France Alsace de la SCET au 1^{er} janvier 1979, puis Dir. Territorial IF, Normandie, Nord, Est, Corse et DOM-TOM.

Ensuite je fus nommé Directeur Technique de la SCET, au siège, responsable des services d'assistance aux SEM de 86 à 91, et enfin Secrétaire Général du Groupe SCET lors de sa création et 91, jusqu'à ma retraite début 1994.

Lors de ma retraite j'ai adhéré à l'AARSCET, dont je fus le président de 95 à 2003. Co-fondateur de l'Union Atrium en 2002 j'en fus le vice-président jusqu'en 2011.

J'ai été rédacteur en chef du livre « La SCET, la Ville, la Vie » pour le 40^{ème} anniversaire de la SCET (*photo prise à cette occasion*) et ai participé également à la rédaction de celui du 50^{ème} anniversaire, de l'ouvrage « SEM-SCET, 50 ans de partenariat, et à divers travaux de mémoire sur les site internet de l'AARSCET et de l'Union ATRIUM.



Beaucoup m'ont demandé d'écrire l'histoire du BETURE, dans la foulée de mes divers écrits. J'avais toujours répondu que l'histoire du BETURE sur cette période était intimement liée à celle de la SCET, et que tout était dit dans diverses publications, et notamment dans le livre du 40^{ème} anniversaire de la SCET « LA VILLE - LA VIE ». De plus je ne suis pas un historien et je manque d'objectivité pour en parler, donc la tâche était difficile.

Je me suis enfin décidé à tenter de rappeler ce qu'avait été le BETURE dans ces années où il était filiale de la SCET, de 1960 à 1980, sous forme d'un « fil rouge », portant sur l'organisation et les activités, sans être exhaustif, incluant diverses anecdotes témoignages et portraits des hommes et femmes qui ont fait le BETURE et racontant donc des HISTOIRES (d'où le titre).

Je serai aussi amené à parler des autres bureaux d'études, avec le passage d'activités des uns aux autres, leurs filiations, leurs complémentarités.

Je remercie ceux qui ont contribué à la rédaction de ce travail de mémoire, par des témoignages oraux ou écrits, et des documents, notamment : Alice Alyanakian, Jean-François Blache, Albert Calvo, Ginette Cope, Bernard Drouot, Joseph Impinna, Pierre Lalitte, Jean François Lhermitte, Daniel Mahé, Pierre Mégrot, Jean Mazodier, Lise Piguet, Philippe Rochefort, Gerard Spire,

J'ai réalisé ce travail en deux parties :

- La première concerne les années 60 où le BETURE purement technique était « fusionnel » avec la SCET
- La 2^{ème} concerne les années 70 où le BETURE est devenu un grand Bureau d'études pluridisciplinaires

Fin 1980 le BETURE quitta la SCET et fut rattaché à la SAPEG, puis en 83 à C3D, nouvellement créée....etc (voir en fin de la 2^{ème} partie)... Mais ceci est une autre histoire à écrire par ceux qui l'ont vécue.

1^{ère} PARTIE : LES ANNEES 60 à 70

La SCET- BETURE, bureau d'études techniques

1/ Naissance et débuts de la SCET- BETURE :

1.1 : Les services et activités :

Les Services Techniques Urbains de la SCET (*Bernard Drouot se souvient qu'on les appelait SETU ou STU*) avaient leurs bureaux au 29 rue de la Bienfaisance. Michel SAILLARD, Ingénieur des ponts et chaussées, directeur régional de la SCET en Algérie jusqu'à fin 59, en était devenu début 60 le responsable. Son adjoint pour l'administration des services et pour l'assistance conseil aux SEM était M. PERISSERE.

Pour les études il y avait 4 services

- Le Service Bâtiment et Chauffage , sous la responsabilité de M. RAIN qui comportait 2 sections : Bâtiment avec Albert CALVO, chauffage avec Paul THOMAS
- Le Service VRD (voirie et reseaux divers), dont le responsable démissionnaire a été remplacé en mars 60 par Roland BRAULT (ingénieur civil des Mines de Paris), avait 2 ingénieurs dont René GAY et un démissionnaire remplacé par FANET, ing. ETP.
- Le Service Topographique, responsable M. CONAN, qui fut remplacé par son adjoint M. POINSOT , que Bernard DROUOT rejoindra au printemps 1962 à son retour de la SCET-ALGERIE au Sahara.

Ce sont ces Services qui constituèrent, début 1960, le Bureau d'Etudes pour l'Urbanisme et l'Equipement , crée sous forme d'une Société Civile et dénommée officiellement SCET-BETURE, (mais en raccourci on l'appela BETURE) dont Michel SAILLARD fut le premier directeur.

En 1961 M. RAIN démissionna et son service coupé en 2 :

- Le Service Chauffage confié à Paul THOMAS , ancien officier-mécanicien supérieur de la Marine.
- Le Service Bâtiment, confié à Albert CALVO, ingénieur ETP- Bâtiment..

Pendant ces premières années, les cadres du BETURE avaient une double fonction : celle d'études pour les clients SCIC et SEM, et celle de conseillers des SEM et contrôleurs des études faites par les autres bureaux d'études. Nous contrôlions essentiellement les Services des Ponts (à l'inverse ceux-ci contrôlaient les études du BETURE au titre des services de l'Etat !) et les Services techniques des villes. En fait nous étions solidaires et complémentaires car il fallait tout inventer ensemble : comment concevoir une grande zone d'habitation nouvelle, ou une Zone Industrielle à priori sans connaître les industries qui viendraient s'y installer, comment concevoir les V.R.D. (Voirie et Réseaux Divers) et le chauffage urbain , que doit être un dossier d'avant projet pour des opérations qui vont être réalisées sur 10 à 20 ans !..etc...

Nota : Soyons modestes, nous n'avons pas tout inventé , et en particulier « rendons à César » les magnifiques réalisations urbaines des Romains grands précurseurs en matière d'aménagement de villes nouvelles: la hiérarchisation des fonctions urbaines, les équipements, les infrastructures, le chauffage avec les thermes ...etc...

Parmi les services du STU existaient aussi, outre les services administratifs, financiers et du personnel, un service d'assistance juridique, un service de programmation des centres commerciaux dirigé par DUCOURTHIAL et un service centres sociaux avec Mlle VEILLEUX qui intégreront le BETURE en 1963 .

1.2 : Localisations :

La première localisation du BETURE , a été l'immeuble du 29 rue de la Bienfaisance à Paris que l'on dut quitter en 62 (fin 1^{er} semestre)

Souvenir commun de Daniel MAHE et René GAY :

A la rue de la Bienfaisance, où nous étions mal installés et entassés, les jeunes dessinateurs, dont Daniel embauché comme « calqueur » avant son départ au service militaire, chahutaient parfois et un jour ce fut le far-ouest ! Dans le porche-entrée de l'immeuble l'un d'eux (un peu voyou car il faisait commerce de pièces détachées auto : accessoires, auto- radio... probablement volées) se mit à tirer des coup de feu avec un revolver ! pour épater les copains ? Roland Brault descendit les escaliers quatre-à-quatre, l'attrapa par le col et le jeta dans la rue, viré sans préavis ni indemnités.

Les services du STU et le BETURE se sont installés dans l'Hôtel particulier du 147 av. Victor Hugo, lorsque le siège de la SCET (elle était venue s'installer là après le « sous-marin ») le libéra pour s'installer 41 bis av. Bosquet, avec le BACOPA, la SCETO et le service des Autoroutes .

Mais le BETURE se développant à grande vitesse il dû rechercher d'autres emplacements et dans l'hiver 63-64 éclater entre divers lieux : les Services Topographique Etudes Commerciales et Sociales restant au n° 147 Av. V.Hugo avec les autres services du STU, le service Batiments alla dans des locaux près de l'Opéra, et le Service Chauffage boulevard Montmartre (anciens bureaux de la DR SCET Paris), et les Services VRD infrastructures, dans un immeuble en construction par la SCIC au 153 av. V. Hugo à l'angle de la rue de Longchamp, dès que le 1^{er} étage fut habitable, fin 63.

La croissance rapide du BETURE se poursuivant on fut obligé de nouveau à rechercher d'autres locaux, et le département Infrastructures déménagea en 65 fin 1^{er} semestre, dans un étage de la partie horizontale d'un des premiers immeubles de la Défense, le BELLINI, dans la rue du même nom, encore en chantier (*photo faite par D. Mahé en 65*), où selon Albert CALVO le regroupement du BETURE au complet se fit en 1969 (en occupant des étages de la tour)

C'est dans ces locaux rue Bellini que vinrent en 71 les services du CERAU et du BACOPA et la SOPREC, absorbés par le BETURE (voir plus loin)



Ci-contre dans un des bureaux de dessin rue Bellini, une photo de Bernard Drouot: Il dénomme de g .à d. M. Grand, B.Drouot, Françoise X, Michel Derbise, Raymond Ploué, Y, Z., Zomolo, Jacqueline Lebeau-Marconi, et un stagiaire

2/ Le développement du BETURE jusqu'en 1970.

2.1 : Le Service Topographique :

Traité en premier car il ne vécut que pendant cette première décennie, ce service avait été créé pour suppléer l'insuffisance des géomètres-fonciers locaux, face aux besoins importants qui s'annonçaient, et à l'époque l'IGN n'établissait pas encore de plans avec courbes de niveau précises sur tout le territoire à partir de photos aériennes (cela n'intervint que dans les années 70).

Il fut dirigé successivement par M. CONAN puis M. POINSOT avec son adjoint Bernard DROUOT

Au début ce service a travaillé pour établir les plans topographiques (courbes de niveau, limites précises, implantation de ouvrages) des opérations de la SCIC, puis lorsque les SEM s'engagèrent dans l'aménagement des ZUP et des ZI, il eut la quasi exclusivité des plans topo de ces grandes opérations.

Le service topo du BETURE avait donc un important et primordial travail de relevé, et de dessin des plans de base. Sur le terrain les topographes utilisaient des instruments manuels guère différents de ceux utilisés dans les temps anciens (*ph. Théodolite de 1960*) Les appareils électroniques ne firent leur apparition que beaucoup plus tard

Le service topo établissait également des « plans de recollement » des infrastructures, après les travaux.

Mais l'« ordre des géomètres-experts » avec le développement des bureaux de géomètres privés, s'en inquiéta et lutta contre cette concurrence en faisant valoir leurs prérogatives d'experts-fonciers assermentés. Aussi le service fut dissout vers 68.

M. POINSOT avec quelques uns de collaborateurs partit à la SCIC pour constituer le Service de Conservation Foncière. Les autres intégrèrent le Service Infrastructures et Aménagement, Bernard Drouot, grand témoin de cette époque avait rejoint le service VRD/ Infrastructures dès début 65 et de technicien à ingénieur y restera jusqu'à sa retraite en 95.

Il témoigne :

« Ce n'est qu'après mon retour d'Algérie en métropole en 1962 -suite aux accords d'Evian-, (voir sur internet de l'AARSCET le texte « La SCET en Algérie Française ») que j'ai seulement réalisé le rôle central de la CDC et de mon employeur la SCET, dans la modernisation de la France des années 60-70, et pour moi, d'apprécier l'opportunité que j'avais eu d'y participer au hasard des annonces du Moniteur.

En outre, je ne savais pas encore qu'à partir de la topographie, la SCET allait m'ouvrir la capacité d'évoluer à travers les métiers complémentaires de l'Aménagement ce qui pour moi, allait perdurer à ma très grande satisfaction, jusqu'à l'âge de la retraite » (Photo : B. Drouot au travail avec son théodolite en Algérie)



2.2 : Les Infrastructures et l'Aménagement :

Le service VRD (voiries et réseaux divers) initial, dirigé par Roland BRAULT avec René GAY devenu son adjoint en 62, se développa rapidement : à côté des 2 sections voiries et réseaux d'eau et assainissement de départ (signalons au passage les projeteurs chef de groupe CLIQUET et CAMPANA) on créa une section EGT (électricité, gaz, téléphone) avec l'embauche d'un ingénieur électricien, Raymond PECHOT (mi- 60), suivi d'un 2^{ème}, Jean-Pierre NOEL en 61.

A noter qu'en 1960, il n'existait qu'un seul ouvrage assez sommaire sur les VRD : le livre de Martial CHARPENTIER, ingénieur conseil à St Germain qui travaillait pour la SCIC . Il n'existait pas de méthode de calcul des réseaux d'assainissement pluvial pour des zones équipées à priori. René Gay a du s'inspirer, pour ses premiers calculs du réseau pluvial de la ZUP de Mantes, des calculs de Caquot pour la pluviométrie et les débits d'eaux pluviales dans les villes. De même pour la distribution d'eau potable, où en fait ce sont les Services de protection des incendies, qui ont dicté leurs normes (ce sont eux qui avaient le plus besoin de pression et débit). Et rien sur la distribution électrique ou gaz hormis les normes des concessionnaires.

En 63 on recruta un paysagiste Jean-Pierre BERNARD qui constitua une section « Espaces Verts » avec LAPOUTGE chef de groupe, Claudine NEISER projeteur et Daniel Mahé dessinateur, à son retour du service militaire en 64 (D. Mahé avait déjà travaillé en 61)
(en photo au bureau de dessin, Daniel et Claudine, qui, pour la petite histoire, se marièrent en 66)



En 64 ce fut le recrutement d'un géologue, pour la reconnaissance des sols du point de vue géologique et hydrologique préalables aux opérations. L'une de ses premières études fut l'étude géologique de la future station de ski des Menuires.

On appela alors ce service VRD étoffé « Service Aménagement et Infrastructures »

Raymond PECHOT , avec le souci de la perfection qu'on lui reconnaissait, mit au point avec son équipe EGT et l'appui des autres spécialistes une procédure d'études préalables systématique permettant de connaître toutes les servitudes pesant sur les terrains (présence de réseaux aériens et enterrés, survols aéronautiques, qualité géologique et hydrologiques des sols, risques d'inondation. Dans son domaine propre Electricité, Gaz, Téléphone avec ses proches collaborateurs JP NOEL, puis Léo-Jean PORCHER (qui se spécialisa dans l'éclairage public), ils ont mis au point avec les concessionnaires la conception des dessertes des ZH et ZI et concrétisé dans des contrats types les obligations réciproques des maîtres d'ouvrage (les SEM) et les concessionnaires. La SCET imposa ces études préalables et ces contrats types à toutes les SEM du réseau.

Nota de René Gay, après les grandes inondations de ces dernières années, j'ai publié sur le site internet AARSCET une note rappelant à posteriori le bien fondé de ces études préalables qui ont permis à toutes les opérations du réseau SCET-SEM d'échapper à ces catastrophes.

Enfin dans la 2^{ème} moitié des années 60 la SAPRR (pour l'autoroute Paris-Lyon) demanda au BETURE de concevoir les premières « aires de repos et de services » ; on demanda à M. de CONDE, ingénieur dans le service infrastructures de se pencher sur cette question, et on créa une section autoroutes qui traita en sus des aires, l'équipement et le réseau de secours téléphonique conçu en liaison avec le CNET, le réseau électrique ainsi que l'éclairage.

Nous étions « parés », pour réaliser les études et diriger les travaux des grandes ZUP et ZI. Entre études et conseil-contrôle le BETURE a laissé son empreinte dans toutes les ZUP et ZI engagées par les SEM, puis dans les zones touristiques du littoral (*photo La Grande Motte*) et de la montagne. (cf. les travaux de mémoire sur ces sujets que l'on trouve sur le site internet AARSCET)



On engagea également les études de rénovation urbaine puis de restructuration ou réhabilitation urbaine après la loi Malraux de 62, pour le renouveau des centres anciens de nos villes, et enfin vers la fin des années 60, les études des Centres Directionnels (centres d'affaires nouveaux dans les « Métropoles d'Equilibres » promues par l'Etat, à l'image de La Défense), dont Jean-Michel RUSSAC devint le grand spécialiste : La Part Dieu à Lyon, Mériadeck à Bordeaux, Saint Sever à Rouen, Fond de Jaude à Clermont Ferrand...etc...JM.

RUSSAC fit « équipe » avec Joseph de BOISANGER, du service juridique de la SCET, pour concevoir techniquement et juridiquement la superposition ou l'encastrement des propriétés publiques et privées dans ces opérations complexes.

Nota : JM. RUSSAC partit en 69 prendre la direction du BETEREM (voir sur le site AARSCET le document « Histoires du BETEREM ») dont il fit un grand bureau d'études pluridisciplinaire.

Souvenirs de René GAY : quand j'ai eu RV avec François Parfait en décembre 59 pour mon embauche, sortait de son bureau Raymond LOPEZ qui avait été mon professeur d'architecture à l'ENPC, et qui venait de lui présenter la maquette de la ZUP de Mantes Val Fourré dont il était architecte en chef ; c'est sur cette maquette que F. Parfait m'expliqua en quoi consisterait mon travail d'ingénieur VRD.

La ZUP de Mantes-la-Jolie ne me quitta plus tant que je fus au BETURE où j'en fis les études VRD et la direction des travaux, puis à la DR IF soit de 1960 jusqu'en 86 où on en faisait la clôture des comptes !!)

Vue aérienne de la ZUP du Val-Fourré à Mantes la Jolie en 1968. C'est dans ces années là que lui fut décerné le Prix de l'Urbanisme !



Dans les ZI le BETURE devint le spécialiste des embranchements ferrés (60% des ZI des années 60 étaient desservies par fer) ainsi que pour la totalité des MIN. Roland Brault qui avait fait la première partie de sa carrière aux Mines de Potasse du Maroc transportant le minerai par fer, fut précieux pour adapter et maîtriser cette technique. René Gay établit en 67-68 le guide des « Dessertes Ferroviaires des ZI » publié début 69 après avoir reçu l'agrément de la SNCF (voir dans le site internet un article de R. Gay sur ce sujet)



Photo de J. Impinna, détaché à Clermont-Ferrand en 67 pour la direction des travaux : Embranchement ferré de la ZI du Brezet

Bernard Drouot témoigne qu'il a participé à une première déconcentration du département Infrastructure (ce n'était pas une véritable agence, mais une section déconcentrée) :

« Courant 1967 j'ai intégré l'Agence Région Parisienne de Beture (dirigée par Mr Cahors) 22 rue Lettelier et Mr Cahors en 1973 me confia alors la gestion de l'Antenne du Val d'Yerre à Boussy-St Antoine en remplacement de Mr Beulque ».

2.3 : Les Batiments et le Genie Civil :

Le service Batiments et Génie Civil a été dirigé dès l'origine par Albert CALVO, ingénieur ETP – Batiment, qui avait rejoint la SCET en 1959.

Des 1960 la SCET et les SEM s'engagent dans la construction d'usines rétrocedées aux utilisateurs avec un crédit à long terme. Le BETURE en est le maître d'œuvre. En 1964 la SCET avec le BETURE (maître d'œuvre) et le BETI (commercialisateur) lancent avec succès un programme de construction de petites usines préconstruites économiques, portées par des SCIBI (Sociétés Civiles Immobilières de Batiments Industriels)

Dans les débuts des années 60 le BETURE conçut une usine d'abattage de poulets en Bretagne trop en avance sur son temps car elle n'eut pas de succès ! et une usine de récupération et de retraitement des emballages (la Centrale d'emballages) pour le marché de gros de Paris, les services incendie estimaient que l'entassement dans les rues des divers emballages (que le grossistes devaient renvoyer aux

producteurs) était trop dangereux et demandèrent la mise en place d'un système de collecte. La Centrale d'emballage, précurseur du retraitement des déchets, n'eut pas non plus de succès car venue trop tôt : brûler les cagettes et autres emballages était beaucoup moins contraignant et moins cher que de les reconditionner. *Photo : amoncellement d'emballage sur le carreau des Halles de Paris*



Allié aux services Chauffage et Hygiène Publique (cf ci-après) il travailla à la conception des bâtiments des chaufferies collectives et usines OM, et allié au BACOPA à celle des bâtiments des marchés –gares (les MIN = marchés d'intérêt national). En province la totalité des MIN de France, sauf Toulouse et Lyon, ont été réalisés par des SEM du réseau SCET avec le BETURE et le BACOPA. Ces derniers travaillèrent

aussi pour le MIN de Rungis (le BETURE détacha d'ailleurs un ingénieur, Philippe HUGON, auprès de la Société du MIN), et exportèrent la conception des MIN à Barcelone et avec la SCET-COOP en Amérique du Sud (*Photo du MIN de Rouen*)

A la fin des années 60 le service bâtiment conçut aussi des bureaux. Le premier immeuble important de bureaux réalisé par une SEM du réseau fut l'immeuble PDG (Part-Dieu Garibaldi) à Lyon.

Portrait d'Albert CALVO

Ingénieur des ETP-Batiment Albert CALVO, a commencé à travailler comme architecte d'opération à Tunis d'où il était originaire. Puis il rentra en Métropole et travailla à la SAGI avant de rentrer à la SCET en février 59. Il fut successivement au BETURE chef du service Bâtiments, directeur du département des superstructures, directeur-adjoint chargé de la Promotion. En 73 il fut affecté à la SCET à la DBE comme directeur de la promotion des Bureaux d'Etudes, puis en 79 dir-adjoint de SCETECAL, enfin de 88 à 90 chargé de mission à la DT IF-Nord. A près sa retraite en 90 il adhéra à l'AARSCET où il fut administrateur et délégué régional IF. Il a longtemps milité à l'UFR, beaucoup travaillé à la CODERPA 92 notamment sur les Résidences pour Personnes Agées. D'une grande compétence, il est un des doyens de la SCET et une des « mémoire du réseau » à laquelle on a souvent recours.



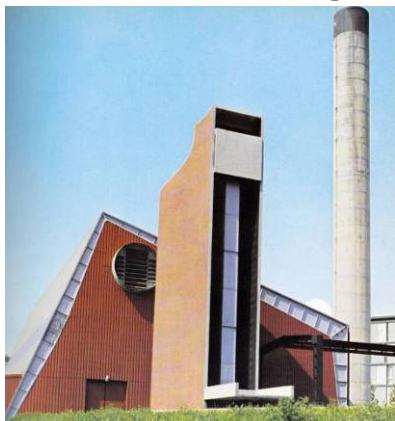
2.4 : Le Service Chauffage :

Ce service au début était dirigé par M. RAIN, remplacé en 1962 par Paul THOMAS, ancien officier supérieur de la Marine ETP.

Pour le chauffage des grands ensembles naissant, le Service chauffage du BETURE, s'inspirant des rares réseaux de chauffage urbain existant (dont celui de Paris) conçut des réseaux avec chaufferie centrale, d'abord au charbon puis au fuel.

Pour les réaliser et les exploiter P. THOMAS et ses ingénieurs (armi eux citons RICHARD et LE BAIL tous deux ETP), eurent l'idée de lancer des concours auprès des constructeurs et exploitants solidaires dans une concession de 30 ans, le BETURE se voyant confier par le concessionnaire une mission de contrôle sur la même durée. Cela permit d'obtenir des prix de plus de 20% inférieurs que ceux obtenus dans des consultations, construction et exploitation.

Les conducteurs de travaux et contrôleurs d'exploitation du service étaient des transfuges de la marine : sous officiers mécaniciens que l'on sait fort compétents dans le domaine de la mécanique, des turbines.



Le BETURE a ainsi mené les études, dirigé les travaux, puis contrôlé l'exploitation des chaufferies et réseau de chauffage collectifs de quasiment toute les ZUP de France ainsi que de certaines Villes Nouvelles. (plus de 70 au total) :photo : une des lèes réalisées à Chenove-Dijon

Soulignons aussi que le BETURE fut en 1968 à l'origine d'une première opération de géothermie alimentant le réseau d'eau chaude collective de la ZUP de Melun l'Almont (photo

du chantier de forage). Il fallut ensuite attendre le début des années 80 pour relancer la géothermie à plus grande échelle, notamment en région parisienne. Ce fut l'origine de la filiale SCETECAL.



2.5 : L'Hygiène Publique : (Eau- Assainissement- Ordures Ménagères)

A partir de 1963 le BETURE s'engagea dans les études de stations de traitement des eaux usées et eaux potables, de collecte et traitement des ordures ménagères, avec d'abord la création au sein du service Infra , d'une section « Hygiène publique » qui fut confiée à M. RENAUD .Cette section se développa avec l'embauche d'ingénieurs comme Jean PERRE et ALLAIS. Raymond PARRAIN, rejoignit le BETURE pour être le Chef du « Service Hygiène Publique » constitué sur ces bases.

Portrait de Raymond PARRAIN:

Professeur de Physique-Chimie, il se fit détacher de l'Education Nationale à la SCET pour prendre la direction de la SEM de la Côte d'Or. Roland Braut lors d'une visite commerciale lui parla du BETURE et des perspectives de développement dans le domaine de l'hygiène publique et l'environnement. Raymond Parrain fut intéressé et demanda son affectation au BETURE. Plein d'idées, excellent formateur, il sut animer une équipe performante, et faire du BETURE un leader dans ces domaines.

Il devint Directeur- adjoint du BETURE, chargé du développement. Mais gros fumeur il fut atteint d'un cancer du larynx et opéré début 78, ce qui l'handicapa fortement pour s'exprimer. Il fut alors affecté comme expert dans les services d'assistance de la SCET, et décéda quelques années plus tard



Jean MAZODIER rejoignit ce service en 67 (bien qu'au départ il dise avoir été embauché pour le chauffage, voir-ci-après) , ainsi que Patrice MILLET

On développera plus complètement les activités de ce service dans la 2^{ème} partie

Témoignage de Jean MAZODIER :

J'ai été embauché le 1er octobre 1967. Le service hygiénique public était avenue Victor Hugo, sous l'autorité de Raymond Parrain. Parmi jeunes les ingénieurs il y avait aussi OCCHIMINUTTI J'avais été embauché par M.Thomas qui recrutait des ingénieurs faisant leur service militaire comme ingénieur mécanicien dans la marine et servant outre-mer. et les conducteurs de travaux énergie qui avaient servi sous ses ordres-une bonne dizaine-.
il prenait des ingénieurs débutants mais qui avait complété leur formation initiale par les cours des EOR (les mêmes qu' à l'Ecole Navale) et 18 mois d'embarquement. Ce qui était mon cas de même que Bussy et Joffo et deux ou trois autres qui ont été embauchés en 66/67 jusqu'au départ à la retraite de Thomas. Un critère de sélection qui en valait bien d'autres.
Pour la petite histoire, j'étais à Bora-Bora sur la vedette que je commandais quand ai reçu une lettre de la Scet .J'y avais vu un signe du destin . Cela m'avait décidé au lieu de rejoindre la SNECMA qui m'attendait pour m'occuper du train d'atterrissage du concorde.
À quoi tient une carrière.

2.6 : Création des Agences du BETURE en Rhône-Alpes

Dès le début des années 60, le BETURE est beaucoup intervenu sur la Région Rhône-Alpes, en aménagement avec la ZUP de Grenoble-Echirolle, la ZUP et la ZI de Valence, la ZUP et la ZI de Chambéry, la Part-Dieu à Lyon...etc., et avec les chaufferies des différentes grandes ZUP de la région. LAGRANGE, alors DR de la SCET à Lyon, suggéra à l'automne 66 de créer une filiale, semblable au BETEREM.

Nota de René GAY : Il me demanda de venir moi-même à Lyon créer et diriger ce BET, mais devais entrer à l'hôpital pour subir une importante opération et ne voulus pas prendre ce risque

Dans un premier temps la décision fut de créer une agence qui fut mise en place à Lyon début 1967 et Jean-François BLACHE, ingénieur de Centrale au service infrastructures du BETURE, en prit la responsabilité et la développa rapidement.

En septembre 69 à la demande du Maire de Grenoble DUBEDOUT on mit en place une antenne BETURE à Grenoble confiée à Jacques FRANCOIS (voir son portrait dans chapitre 2), à la satisfaction du Maire qui écrivait le 9 avril 70 au Directeur Adjoint de la SCET M. LEMOINE : « Nous tenons à souligner l'aspect positif que nous avons constaté depuis l'implantation effective d'une antenne BETURE à Grenoble dont nous apprécions l'efficacité de ses responsables »

Témoignage de Jean François BLACHE, Ingénieur de l'Ecole Centrale, sur cette création :

« René GAY m'a embauché au BETURE en décembre 1965, dans le Service Infrastructures; j'y ai retrouvé Hubert CLEMENS (autre centralien) que je connaissais et qui m'avait recommandé le BETURE, que je ne connaissais pas.

«--J'ai ensuite été muté à Lyon le 1er janvier 1967 pour créer l'antenne BETURE Infra avec une lettre de mission (signée GUELF) dans laquelle il était dit que j'avais droit à quatre dessinateurs projeteurs, que j'avais autorité sur MORISSET (Chambéry) et MOLINA (Valence)-embauchés par R,Brault- »

Il y avait aussi VIOLA comme projeteur, et de LERIS (en provenance de Scet Coop le 1^{er} juin, et il poursuit :

« Nous avons été hébergés quelques mois à Caluire dans 3/4 pièces d'une maison de maître dont la SERL était propriétaire et vouée à la démolition: nous avons ensuite rejoint le 92 cours Lafayette avec la SCET (DR :LAGRANGE) et la SERL (directeur CHAFFANGEON) avant qu'elle rejoigne son immeuble P.D.G.(Part-Dieu-Garibaldi). J'ai quitté l'agence BETURE en septembre 1971 avant la création de BETERALP avec SPIRE »

JF. BLACHE , aujourd'hui membre de l'AARSCET, poursuit l'exposé de sa carrière après cet épisode BETURE :

« --le 1er janvier 1972 je suis passé à la SCET(Place Raoul Dautry) comme chargé de mission

sous l'autorité de LEMOINE et TARDIVON où, pendant 6 ans, j'ai assuré de nombreuses missions en tant que conseiller pour le montage de centre commerciaux, d'opérations de centre-ville, pour la reprise d'opérations en difficulté etc...

« --toujours avec le statut SCET, le 1er janvier 1978 j'ai pris mes fonctions de directeur de société à la SEMAEB (après BILLET)

« --j'ai quitté la Semaeb le 31 janvier 1985 pour la SCET Paris comme directeur des projets auprès de JP. BAIETTO puis auprès de JM. SIMON après le départ de Baietto.

« --le 1er juin 1988 F.PASCAL m'embauche comme directeur du développement à SCIC-Investissement (dans la tour PFA à la Défense) ; j'ai alors connu les délices et folies de la promotion immobilière de cette période...

« --à compter du 1er sept 1991 (à la demande d'E.HERVE à Pascal) je suis mis à disposition du district de Rennes jusqu'au 31 mai 1992 pour que je constitue la SEMTCAR dont je deviens le directeur le 31 mai 1992 sous statut TRANSCET puis TRANSDEV et j'en repars le 1er nov 2001 comme chef de projet du métro de Turin jusqu'au 31 dec 2008

« -- par ailleurs, j'avais créé pour la rentrée de sept 1993 un master de maîtrise d'ouvrage urbaine et immobilière à l'Université de Rennes que j'ai dirigé pendant 12 ans comme professeur associé.

« --aujourd'hui et depuis 2 mandats j'assume la mission de vice-président de l'OPHLM de RENNES Métropole. Je m'occupe particulièrement des commissions d'appels d'offres et d'investissement, ce qui me prend presque à mi temps (nous avons 18000 logts en gestion et construisons 500 logts neufs par an) »

3/ L'organisation du BETURE et la Vie Sociale :

La SCET- BETURE avait été constitué en Société Civile (comme les autres bureaux d'études créés en même temps), et l'est resté pendant toute la première décennie Ce statut ne présente pas les contraintes d'une SA, mais avec la croissance et l'importance prise par le BETURE et autres BE. il s'est avéré inadapté, bien qu'il durât jusqu'en 73 . En effet la Société Civile est une société de personnes physiques associées, ayant une responsabilité illimitée à part égale .Il fallait au minimum 2 associés et: les cadres dirigeants s'étaient dévoués (au BETURE : Roland Brault, Albert Calvo, René Gay, Thomas, puis R. Parrain ...). La SCET s'était engagée par contrat à les couvrir financièrement en cas de pertes. . Le gérant du BETURE était PASCAL, juriste de la SCET.

Après les deux premières années où il fut encore très intégré au STU, le BETURE pris en 63 une certaine indépendance , tout en conservant à côté des études un rôle d'assistance conseil aux SEM .

En 63 Michel Saillard étant parti à la SCIC, il a été remplacé comme directeur des services urbains par Pierre GUELFY, ing. des Ponts, et Roland BRAULT a été nommé DG du BETURE.

Comme on l'a dit ci-avant, les effectifs et activités croissant rapidement, on créa de nouvelles sections spécifiques comme, la Section EGT (electricité gaz téléphone), la section Hygiène Publique, la section autoroutes.. Albert CALVO et René GAY ont été nommés Directeurs adjoints en 66 gardant en charge le premier un département Superstructures, le 2^{ème} un département infrastructures

En 1963 également la SCET et ses filiales décidèrent de créer un Comité d'entreprise commun , dont le premier secrétaire fut Jean-Pierre NOEL auquel succéda Jean MAZODIER (*Jean Pierre NOEL se souvient qu'il y avait 2 secrétaires du CE commun, un –lui- pour les BET et un autre pour la SCET elle-même*)

En mai 68, le CE et les syndicats décidèrent de ne pas faire grève à la SCET et dans les bureaux d'études. Mais François PARFAIT autorisa la tenue de réunions de réflexions, et les idées ne manquèrent pas de foisonner, alimentant d'ailleurs les réflexions sur l'organisation du groupe.

- René Gay rappelle, à titre d'anecdote, qu'il y avait pénurie d'essence, et pour nous déplacer, le Service des Autoroutes qui avait un bon stock d'essence (à Dijon), nous fournit un ou deux fûts d'essence que nous partagions parcimonieusement.

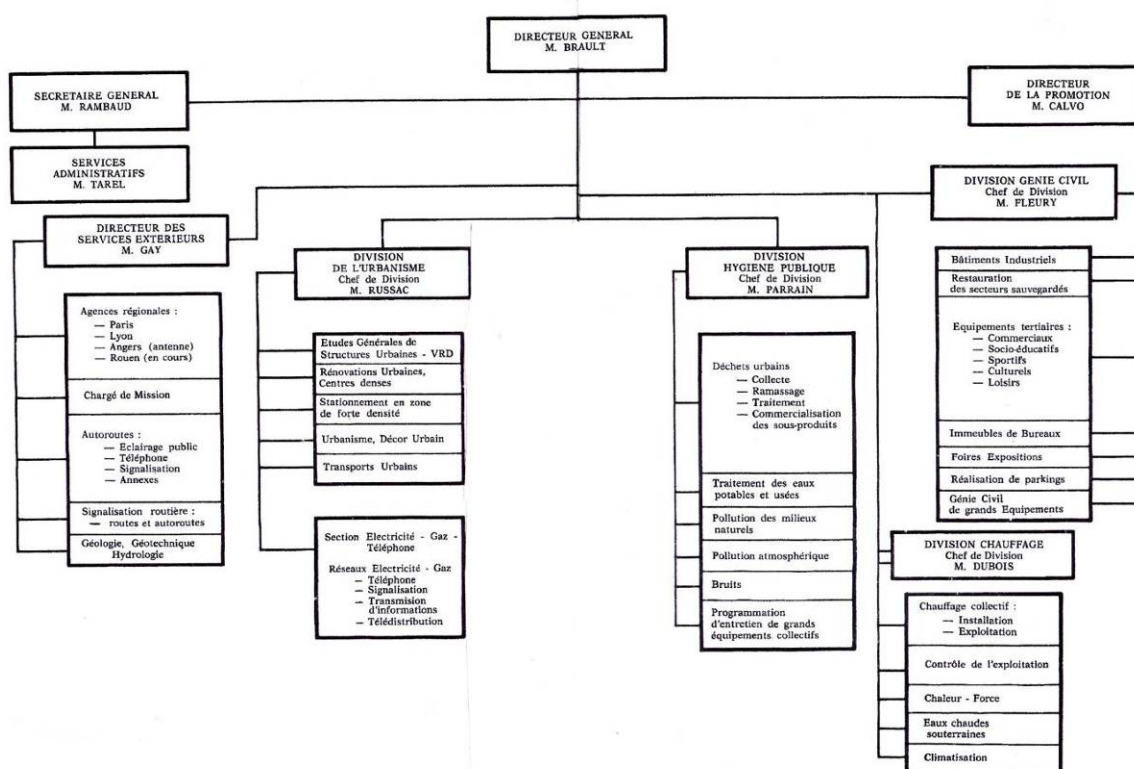
-Philippe ROCHEFORT témoigne quant à lui que, beaucoup plus éloigné de la SCET et avec un personnel plus jeune et plus proche de la vie étudiante, le CERAU fit en Mai 1968 trois semaines de grève, ponctuées de manifestations dans la rue et d'Assemblées Générales quotidiennes réclamant l'intégration des nombreux vacataires qu'il employait alors et dans lesquelles le monde urbain fut reconstruit de fond en comble (en paroles)."

Puis on arriva en 1969 à l'organigramme ci-après.

On y remarque la création d'un Secrétariat Général confié à Jehan RAMBAUD, d'une direction de la Promotion confiée à l'un des 2 Dir. adjoint Albert CALVO, et d'une Direction des Services Extérieurs confiée à l'autre DA René Gay, tandis que les activités sont réparties en 4 Divisions, dont les responsables sont :

- J-M. RUSSAC pour l'urbanisme et les infrastructures
- R. PARRAIN pour l'Hygiène Publique
- M. DUBOIS (remplaçant THOMAS) pour le Chauffage
- Jean Paul FLEURY (centralien) pour le Génie Civil.

Le BETURE comptait alors 270 personnes.



Dans les dernières années 60 et début des années 70, les Bureaux d'Etudes comme la SCET « subirent » les diagnostics et conseils d'EUREQUIP, cité ci-avant, bureau d'organisation des entreprises. Il s'en suivit d'abord une réorganisation de la SCET, lors de son installation à Montparnasse, l'entrée de SEREQUIP dans le Groupe, puis la grande réorganisation des Bureaux d'Etudes mise en place début 71 (voir 2ème partie).

A la SCET fut notamment créée une Direction des Bureaux d'Etudes, la DBE, confiée à Marc PORTIER, Ingénieur des Ponts, le directeur de SEREQUIP.

4/ Les clients du BETURE dans les années 60 :

Le premier client du BETURE, pour ses activités de base ; VRD, chauffage et topographie a été la SCIC , avec ses grandes opérations comme Sarcelles, Epinay-s-Seine, Ermont, Rosny, le Kremlin-Bicêtre, le Val d'Yerres..etc...Puis suivirent les SEM au fur et à mesure de leur constitution et du lancement des ZUP et ZI

Dans cette première décennie il y eut peu de clients hors groupe et réseau des SEM, sauf les Villes Nouvelles

Nota de René Gay :

Signalons au passage que dans divers écrits, y compris édités par la CDC, les Villes Nouvelles décidées par Paul DELOUVRIER sont présentées comme une antidote aux ZUP « chasse gardée » de la CDC. Paul Delouvrier avait effectivement rejeté la proposition de Leon-Paul Leroy de créer des SEM pour les réaliser, au profit d'Etablissements Publics d'Etat. François BLOCH-LAINE avait d'ailleurs dit lui-même dit que « la CDC ne pouvait pas tout faire et ce n'aurait d'ailleurs pas été bon ». Les villes nouvelles devaient constituer de vraies villes autonomes relevant de la responsabilité de l'Etat et non des quartiers de villes existantes comme les ZUP relevant de la responsabilité des collectivités locales. Cette opposition ZUP/ Villes Nouvelles n'a donc pas lieu d'être, et il est regrettable d'opposer ces 2 grands personnages que furent Paul Delouvrier et Léon-Paul Leroy qui ont tous deux profondément marqué l'Aménagement du Territoire pendant les « 30 Glorieuses ».

Si la SCET n'intervint donc pas elle-même dans les Villes Nouvelles, le BETURE, avec ces compétences, intervint largement notamment en Chauffage (Cergy, Marne-la-Vallée....) et en Infrastructures (Marne la Vallée, Melun Senart, St Quentin en Yvelines, le Vaudreuil...)

A la fin des années 60 Marne la Vallée était devenu le plus gros client du BETURE. Jean Paul BAIETTO, futur DG de la SCET , était le directeur technique de l'EPA Marne la Vallée depuis sa création, où fut signé le premier contrat du BETURE infrastructures avec une Ville Nouvelle, c'est JF. BLACHE du Service aménagement et infrastructures qui en prit la responsabilité .

Anecdote de René GAY :

Je connaissais JP. BAIETTO depuis 64 où j'étais allé lui faire des propositions de service à la Mission d'Etudes du District de la Région Parisienne où il travaillait à l'élaboration du premier SDAU de la RP (d'où sont nées les villes Nouvelles).Il confia au BETURE une étude préalable sur la vaste zone agricole du plateau de Saclay en vue d'y implanter les Grandes Ecoles (S'y construisait déjà d'ailleurs une 1^{ère} tranche de l'X). J'avais conclu à la constructibilité du site. Mais les écoles des Mines, des Ponts, de Centrale et Agro...refusèrent ce projet voulant garder leur « indépendance » et rester dans Paris.

A part les Mines restées dans Paris, elles durent cependant toutes se déconcentrer hors Paris intra-muros mais de façon dispersées dans les années 70 . les Ponts à Marne la Vallée, Centrale à Anthony, Agro à Grignon, Sup Elec à Orsay, HEC à Jouy-en-Josas

Un demi siècle plus tard, les 12 grandes Ecoles franciliennes se sont regroupées sous le label PARIS TECH, et le projet du Plateau de Saclay resurgit dans les perspectives du Grand Paris : un Etablissement Public PARIS-SACLAY a été créé pour l'aménagement du grand pôle scientifique et universitaire du Plateau de Saclay, qui manque tant à la France pour rivaliser avec les grandes universités étrangères. Souhaitons à Pierre VELTZ, ing. des ponts, et ancien du BETURE (dans les années 70, voir chap. II), Délégué Interministériel pour le développement du Cluster de SACLAY, de réussir enfin ce projet.

L'ENSA s'est déjà installée (2012) et ont décidé de s'y installer l'Ecole Centrale, les Télécom. l'Agro, l'ENS de Cachan, l'ENSAE.

Les forts développements hors réseau SCET-SEM amenèrent François PARFAIT à fixer en 1969 un objectif de clientèle hors réseau de 50%

On doit noter aussi que dans la deuxième partie des années 60 la SCET se dota elle-même progressivement d'experts au sein du GCT (Groupe des Conseillers Techniques) pour l'assistance aux SEM, le BETURE se consacrant aux études rémunérées.

5/ Quelques « incursions » dans l'ensemble des BE dans les années 60

En 59 fut créée la **SCET COOPERATION** au départ filiale de la SCET (voir son histoire dans le livre à paraître « 50 ans des filiales CDC à l'International »), qui en 69 devint la SCET INTERNATIONAL, rattachée directement à la CDC.

En même temps que le **BETURE**, début. 60, étaient nés :

- Le **BETEREM**, même vocation que le BETURE, mais sur la Région méditerranéenne. Le directeur en était M. POUCHOT Ing. des Ponts) qui était également Dir. Régional de la SCET. (voir l'Histoire du BETEREM rédigée par Jean-François L'Hermitte), JEANNETTE lui succéda (64-68), puis Jean-Michel RUSSAC venant du BETURE en 69

- Le **BETI**, dirigé par Henri LEPAGE, (responsable en même temps au siège de la SCET du conseil aux SEM pour l'industrialisation), chargé de la programmation et la commercialisation des Zones Industrielles. Pierre MEGROT le rejoignit en 1965, venant de la DR Centre-Auvergne où il avait été recruté en 63. En 68 le BETI et le Service des études commerciales du BETURE fusionnèrent pour former la **SOPREC-BETI**.

Pierre MEGROT témoigne

En 1965, j'ai intégré le BETI alors dirigé par Henri LEPAGE (qui sera remplacé par DUCOURTHIAL) assisté de ROBIN (Henri, je crois), puis de Pierre LABBE-LAURENT. J'ai été chargé des études de programmation des zones industrielles. Bien que nous ne traitions pas de questions techniques, j'ai, évidemment, à cette occasion travaillé avec le service Aménagement et Infrastructures du BETURE, en particulier en matière d'embranchements ferrés dont tu (R.Gay) parles. Anecdote : la première fois que j'ai croisé ta route – indirectement – c'est par l'intermédiaire d'un de mes chargés d'études, Michel LEDUC, sur je ne sais plus quelle ZI ! Guillaume TISSOT, lui aussi au BETI, était le responsable des activités tertiaires : la grande affaire de la fin des années 60 a été l'immeuble PDG de Lyon (cf p. 7), c'est Henri MASSE qui a été chargé de cette opération qui ouvrait aux Sem de nouvelles perspectives (et soulevait beaucoup d'inquiétudes !).

Claudie GEORGES-FRANCOIS arriva aussi dans ces années là, et Raymond GRAY en prit la direction en 69.

- Le **BACOPA**, dirigé par GILBERT, IGREF, dépendant aussi du siège et installé avenue Bosquet, pour les questions agricoles (développement rural, irrigation, marchés-gares...), et qui hérita du tourisme après disparition de la **SCETO** (SCET-Tourisme : 1957-1967)

En 66 a été créée la **SEPROG**, pour les études de programmation des équipements

Et en 68 après rachat d'un petit bureau d'études spécialisé dans la signalisation routière est créée la **SESIRT**, filiale du BETURE, pour aborder le grand marché des autoroutes dans ce domaine. Henri RAMIN polytechnicien et ing. Civil des Ponts, recruté au BETURE un peu plus tôt en devient le directeur. (Voir sur le site Internet de l'Union ATRIUM l'histoire de la SESIRT, racontée par Henri Ramin). Elle deviendra plus tard filiale de **SCETAUROUTE** créée en 70 puis d'**EGIS**.

La SCET entra en 68 à 33% au capital de **SEREQUIP**, créé par Silvère SEURAT PDG d'EUREQUIP (voir ci-après). SEREQUIP était dirigé par Marc PORTIER, ingénieur des ponts, qui était aussi directeur technique de la Société du Tunnel sous le Mont Blanc. Outre ses études de Génie civil, SEREQUIP s'engagea dans les études autoroutières, prémices à la création de SCETAUROUTE.

Témoignage de Lise PIGUET (arrivée avec SEREQUIP dans le groupe de la SCET) :

En 1959 Silvère SEURAT fonde EUREQUIP, Cabinet en Conseil et Organisation, au sein duquel il crée un peu plus tard une nouvelle branche, la « Direction Technique ».

A compter du 1er janvier 1966, il crée SEREQUIP, par apport à 50% de la Direction Technique d'EUREQUIP et à 50% d'un second partenaire financier, la SERI (Renault Engineering).

Au 1er janvier 1968, entrée d'un nouveau partenaire financier la CDC et la SCET (Sté Centrale pour l'Équipement du Territoire) entre dans la composition du Conseil d'Administration de SEREQUIP.

Le nouveau partenariat apportera également ultérieurement à SEREQUIP les équipes de personnel de la Division Génie Civil du BETURE. Je pense que c'était au 1er janvier 1972,

D'autres bureaux d'études étaient rattachés directement à la CDC :

- La **SEDES**, voir « Histoire de la SEDES » sur le site internet de l'UNION ATRIUM
- La **SINORG**, voir « Histoire de la SINORG » id.....
- Le **CERAU**, voir chapitre suivant
- Le **BIPE** créé à l'initiative de François Bloch Lainé, en 58 sous forme d'une association.

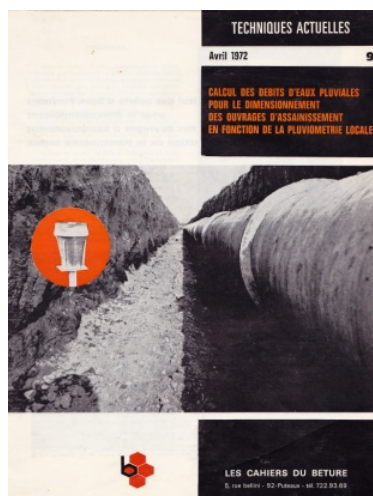
6 : La formation, les bureaux d'études pépinières du réseau SCET SEM, les voyages d'études, les publications et actes de notoriété

Dès leur création, François PARFAIT estima que les bureaux d'études devaient constituer la « pépinière » de la SCET et des SEM, et en conséquence demanda :

- que les embauches soient faites prioritairement de jeunes cadres sortant de grandes écoles d'ingénieurs ou de commerce, ou d'université, et que ceux – ci soient formés « sur le tas »
- que soit faite une formation interne pour les autres cadres et employés, également sur le tas ou dans des organismes extérieurs. (à noter que la SCET ne se dotera d'un service de formation interne qu'en 1976)

François PARFAIT prit aussi la décision d'organiser chaque année des voyages d'études à l'étranger pour voir les réalisations de ZH nouvelles, de ZI, de grand centres commerciaux, et en tirer des enseignements... A chaque voyage une vingtaine de cadres de direction de la SCET des SEM et des BET, mêlés, partaient dans les Pays Nordiques (Danemark, Norvège, Suède et Finlande), au Royaume Uni, ou aux USA,

Photo à droite : centre commercial d'une ville nouvelle en Finlande 1965



Enfin il encouragea la publication des travaux remarquables réalisés : par ex. en 68 le BETURE lança « les Cahiers du

dans

et



BETURE » (photo de g.) diffusés l'ensemble du réseau, et en février 69 un des cahiers de l'IAURIF fut consacré aux réalisations industrielles du réseau (rédacteurs : Albert Calvo René Gay pour le BETURE, Pierre Megrot pour la SOPREC-BETI)

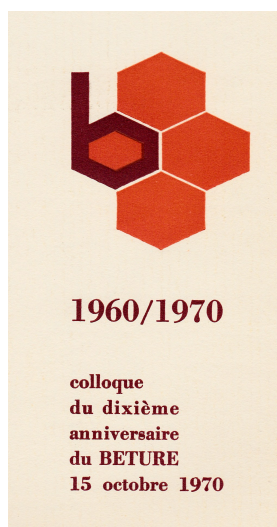
En juin 69 le BETURE édita sa première plaquette (photo à d.) et à cette occasion fut créé le logo du BETURE (c'était le premier logo de l'ensemble du réseau Scet-Sem),

première plaquette (photo à d.) et BETURE (c'était le premier logo

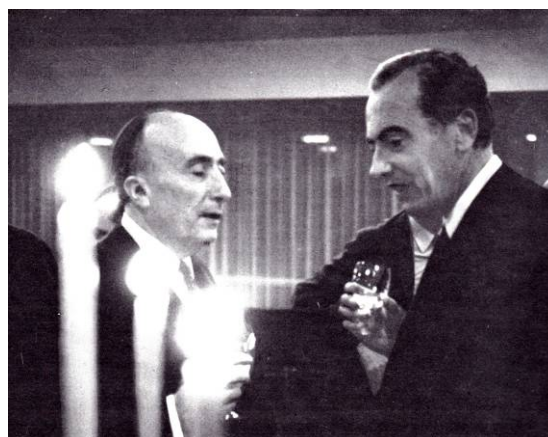
En point d'orgue de cette première décennie, le 15 octobre 1970 pour le 10^{ème} anniversaire du **BETURE** fut organisée une manifestation de notoriété sous la présidence effective de M. BETTENCOURT alors Ministre Délégué à l'Aménagement du Territoire et au Plan : 2 tables rondes sur « L'industrialisation et ses conséquences sur l'Aménagement des Villes » et « L'Industrialisation et la protection de l'environnement » avec publication des actes du colloque.

A cette journée ouverte par François Parfait de nombreuses personnalités participèrent: Jérôme MONOD (Directeur de la DATAR) et son adjoint François ESSIG (qui lui succédera plus tard), Jean TAITTINGER député-maire de Reims, ainsi que d'autres hauts fonctionnaires et élus. Dans la séance de clôture prirent la parole : Maurice PEROUSE , Léon-PAUL LEROY , François PARFAIT et André BETTENCOURT. Elle fut suivie par une grande réception à l'Hotel Sheraton avec près d'un millier d'invités.

Nota de René Gay : Pour la petite histoire la journée du Xème anniversaire du BETURE se termina par un dîner offert à l'ensemble du personnel dans le restaurant SCIC-SCET de Montparnasse (elles s'y étaient installées en 1969). Cette soirée fut de plus animée par une chanteuse et les humoristes Roger Pierre et Jean-Marc Thibault, très en verve ! L-P Leroy s'émou de ces dépenses « excessives » et F. Parfait, qui avait présidé la soirée avec son épouse, dit à Roland Brault « je vous conseille donc vivement de présenter un résultat d'exploitation bénéficiaire ! » ; ce qui fut le cas.



Illustrations : la brochure « actes du colloque » et la photo de MM. Pérouse et Bettencourt à la réception de clôture.



Cette politique de pépinière, d'essaimage, de voyages d'études , manifestations et publications eut un effet très bénéfique sur la cohésion de l'ensemble SCET, Filiales et SEM, et le développement d'un esprit commun fort.

Pierre MEGROT « témoigne de l'importance que tout cela a eu pour la connaissance du groupe et l'établissement de relations humaines (voire cordiales) qui furent une des forces du "réseau" : installé avenue Bosquet, puis derrière – ou devant – la gare Montparnasse, rue Georges Pitard le BETI, même grossi en SOPREC-BETI serait, sans cela, resté bien isolé ! »

En fin de cette 1^{ère} partie voici les portraits de deux personnes qui firent la notoriété du BETURE

Roland BRAULT :

Né en 1910, ingénieur Civil des Mines de Paris, travailla d'abord aux « Mines de Potasse » du Maroc, dont il fut directeur d'exploitation. Il quitta le Maroc après l'indépendance et entra à la SCET en février ou mars 1960, au poste de chef du Service VRD. Il participa donc à la création et à l'essor du BETURE. Il en fut nommé directeur en 63, jusqu'en 72 où, affaibli par un infarctus il fut muté à la SCET DBE (Direction des Bureaux d'Etudes), adjoint de Marc Portier, et président du BETERALP et du BETEREM, jusqu'à sa retraite en 75. Il fut un des créateurs de l'AARSCET, et en fut le 1^{er} président. Il est décédé vers 1995.

C'était un homme affable, d'une grande compétence, et dirigeait le BETURE avec une ferme autorité « de père de famille »

Il fut décoré Chevalier de la Légion d'Honneur par F. Parfait.

A titre personnel j'avais une très grande estime « filiale » envers lui : il m'avait beaucoup soutenu lors du décès de mon père en été 60.

Photo ci-contre en Norvège en 74, lors d'une réunion IULA



François PARFAIT :

Ingénieur des Ponts et Chaussées, il est l'homme de la SCET, et un grand acteur de l'équipement du territoire. Venant des services des Ponts et Chaussées de Rouen où il participa au lancement d'un des premiers ensembles d'habitation, il entra à la SCET dans les débuts (1956) comme directeur technique, puis directeur général sous la présidence de L-P. Leroy jusqu'en 1980, il fut le « père » fondateur de la SCET- BETURE en 1960, puis il fut le Président du BETURE SA de 1974 à 1980.

Il savait s'entourer de personnes très compétentes qui ont façonné la SCET, ses filiales et son réseau avec lui, et en faire des outils très performants

Après avoir quitté la SCET en 1980, il fut Président de la CIRP et la CIRS, 2 importantes sociétés immobilières du Groupe SCIC

Il fut pendant de très nombreuses années Président de la COFHUAT, membre de la FIHUAT, de l'AGHTM, de IULA.

Il était un homme discret, à première vue difficile d'abord, très exigeant et pugnace, mais ceux qui l'ont connu de près ont pu derrière sa carapace déceler et apprécier sa grande affabilité..

(photo prise à l'occasion du 50^{ème} anniversaire de la SCET)



2ème PARTIE : LES ANNEES 70 à 80

Le BETURE, grand bureau d'études pluridisciplinaire

La décennie 70-80 après l'expansion continue des années 60, a été une année de contrastes, dus à l'évolution sociale, démographique et économique :

- Mai 68 avait révélé qu'après le quantitatif il fallait aussi prendre mieux en compte le qualitatif,
- La forte inflation d'abord bénéfique devint un handicap, contre lequel luttèrent tous les gouvernements successifs
- La crise pétrolière de 72-73 réveilla les consciences pour une meilleure économie de nos ressources
- L'émergence des classes moyennes aisées, conduisit au fort développement des quartiers d'habitat individuel, en réaction aux grands ensembles
- Les collectivités locales ont commencé à se doter des moyens d'études propres et à réagir contre la tutelle pesante de l'Etat, les SEM se sont elles-mêmes étoffées en personnel qualifié. - La rémunération officielle des études était devenue inadaptée et insuffisante du fait de leur complexité grandissante...etc ...Ce fut la crise de l'ingénierie.
- Les grands ensembles se poursuivaient mais du « quantitatif et normatif » on est passé à un urbanisme plus « quantitatif et humain » : c'est le « ni tour ni barres » d'Olivier Guichard. Et c'est le développement des quartiers de maisons individuelles (dont les « chalandonnettes ») et des petites résidences collectives en copropriété pour la classe moyenne aisée qui déserte les grands ensembles.
- Les grandes ZI se terminent, au profit de Zones d'Activités plus petites et mieux intégrées au tissu urbain, et des « technopoles » pour la recherche et les activités de pointe.
- Le tourisme et les loisirs se développent, de même que les équipements socio-culturels, ainsi que les grands équipements commerciaux.

La SCET, et ses filiales d'études et les SEM durent y faire face et s'adapter, non sans crises, mais aussi avec succès.

1/ La restructuration des bureaux d'études de la SCET en 1971 et leur installation à Trappes en 73

1.1 La réorganisation des bureaux d'études :

Fin 70 Léon-Paul LEROY décide une grande restructuration des bureaux d'études de la SCET mise en place au début de 1971 autour de 3 entités :

- **BETURE**, cède son département Bâtiment et Génie Civil à SEREQUIP, et absorbe les divisions Socio-Economie et Etudes Urbaines du CERAU, la SOPREC-BETI, ainsi que le service des études touristiques du BACOPA (dont les autres services aménagement agricole, irrigation, .. sont rattachés à la SCET International, qui constituera SCET-AGRI)

A la suite, en 72, le BETURE cède le capital de la SESIRT à SEREQUIP.

Après cette réorganisation le BETURE atteignait environ 400 personnes.

- **SEREQUIP**, devient filiale à 100% de la SCET, PDG. Marc PORTIER, DG. Jacques BRUNET, et reprend les activités génie Civil et bâtiment du BETURE (responsable F. GOUBET), et la division Transports et Circulation du CERAU (responsable DUCHENE), la SCEPROG, puis la SESIRT (directeur H. RAMIN) l'année suivante.

- **SCETAUROUTE**, créée en 1970, filiale commune de la SCET et des SEMCA (SEM nationales pour la construction et l'exploitation des autoroutes concédées), pour les études (partagées avec SEREQUIP) et la direction des travaux des autoroutes.

Ne sont pas touchés :

- les filiales de la SOPREC : SOPREC-Rhône-Alpes et SOPREC-Méditerranée qui deviennent filiales SCET (*pourquoi ? je ne me souviens plus*).

- Le BETEREM, qui avait aussi absorbé quelques membres du CERAU et de la SOPREC qui travaillaient sur la région.
- La SCET INTERNATIONAL, la SEDES , la SINORG qui restent filiales directes de la CDC, et le BIPE avec sa propre spécificité.

En 1972 Roland BRAULT est atteint d'un infarctus. Après sa convalescence, il ne reprend pas la direction du BETURE ; il est affecté à la DBE (Direction des Bureaux d'études de la SCET), adjoint de Marc PORTIER qui en est le responsable, et René GAY qui avait assuré son intérim devient le directeur général du BETURE.

Rappel bref sur ce qu'étaient les éléments absorbés par le BETURE :

- **Le CERAU** « Centre d'Etudes et Recherches en Aménagement et Urbanisme » : filiale de la CDC a été créé en 66 par LP. Leroy, avec Georges MERCADAL ingénieur des Ponts .comme DG.

En 71 il comportait environ 80 chercheurs : ingénieurs, urbanistes, économistes, géographes, sociologues de renom national voire international. **Philippe ROCHFORT**, qui en faisait partie donne les précisions suivantes dont les premières expliquent en partie sa « chute »

« -Entre 67 et 69 : Croissance très (trop) rapide : de 62 à 112 (+80%), % élevé (et évolution « défavorable) du personnel de structure : de 24% à 26% , % élevé de cadres (et évolution « défavorable): de 73% à 70%

« -Répartition des formations des cadres d'études et recherches : Ingénieurs 40% , « universitaires 34%, IEP et écoles de commerce 22%, autres 4%.

« Pour ces chercheurs intellectuels être mariés à des « poseurs de bordures de trottoirs » « comme disaient certains d'entre eux, leur déplut au départ! Néanmoins ce fut un « enrichissement bénéfique tant pour le BETURE que pour eux.

- **La SOPREC-BETI** : aucun problème d'intégration car elle travaillait de concert avec le BETURE depuis toujours. Voir plus loin le témoignage de Pierre MEGROT

- **Le Service Tourisme du BACOPA**, dont le responsable JC. ROURE partit à la SCET et fut remplacé par son adjoint Charles JOSSELIN , resta dans les bureaux de l'Av. Bosquet. Mais les présidents des SEMCA (Autoroutes) se plainquirent auprès de M. PEROUSE, DG de la CDC, de ces « hippies » qui venaient au travail en shorts et sandales ; il s'agissait essentiellement d'ailleurs de Denis JOXE, très décontracté et pourtant fort sympathique et compétent, et on eut beau arguer qu'il était le fils de Louis JOXE, ancien Ministre de de GAULLE, rien n'y fit. Par manque de place on fit cependant trainer leur intégration physique jusqu'au déménagement à Trappes. René Gay reçut aussi un jour un coup de téléphone du directeur de la SERS lui signifiant que Denis Joxe était « persona non grata » à Strasbourg pour la même raison. On ne le savait pas encore mais par la suite le frère de Denis (Pierre JOXE) devint ministre sous MITTERAND, puis président du Conseil Constitutionnel, JC. ROURE devint Préfet, Charles JOSSELIN devint Député, Pt du Conseil Général des Côtes d'Armor puis Secrétaire d'Etat et enfin administrateur de Groupe SCET, et Christian BLANC qui succéda à JOSSELIN devint négociateur avec E.PISANI des accords sur la Nouvelle Calédonie, puis Préfet de Seine et Marne, Pt de la RATP puis d'Air France, député et secrétaire d'Etat au Grand Paris. Belles carrières pour ceux que les Présidents des Autoroutes appelaient des « hippies » !

La réforme des statuts des Bureaux d'études anciens s'en suivit : début 1974, la Société Civile SCET-BETURE, est transformée en société anonyme BETURE SA, filiale à 100% de la SCET (sauf quelques actions attribuées à ses cadres dirigeants pour obtenir les agréments professionnels). François PARFAIT en est le PDG, Marc PORTIER Vice-Pt et René GAY le DG.

Dans le même temps :

-Le BETEREM devient filiale du BETURE majoritaire et de SEREQUIP, avec le statut de SA, Roland Brault PDG, Jean-Michel RUSSAC DG. Il devint sous l'impulsion de ce dernier un grand BET Régional pluridisciplinaire dépassant la centaine de collaborateurs (Se reporter aux « Histoires du BETEREM, écrites par JF. LHERMITE)

-L'agence BETURE Rhône-Alpes de LYON devient une SA filiale du BETURE et SEREQUIP, sous le nom de BETERALP, avec R. BRAULT comme PDG et Gérard SPIRE DG (qui avait remplacé JF. BLACHE en 71). L'antenne de Grenoble couvrant les Alpes de la Drome à la Savoie, devient un agence du BETERALP, toujours dirigée par Jacques FFRANCOIS qui assura en même temps la direction de la division Urbanisme et Aménagement du BETERALP (*sous la vigilance de PREBOIS alors responsable du département urbanisme et aménagement du BETURE, dit-il*). On mit en place à Chambéry, où se trouvait déjà un directeur de Travaux MORISSET, une antenne dirigée par un ingénieur MORIN. On mit aussi en place un directeur de travaux à L'Isle d'Abeau., et à Valence BORDELIER remplaça Molina. Ses effectifs dépassèrent aussi la centaine. A noter que **JP. BAIETTO** que l'on avait connu à Marne la Vallée était devenu Directeur de la Ville Neuve de Grenoble, au sein de la SADI dirigée par Henri REBOUD, qu'il remplaça plus tard comme directeur de la SADI, avant de devenir Directeur Général de la SCET en 83.



Portraits, par René Gay :

- **Gérard SPIRE** ; *J'avais recruté en 69 au département Infrastructures Gerard SPIRE, ingénieur civil des Ponts, venant de l'OTU (et avant de la SOMICA et brièvement du BETEREM : voir l'histoire de ce BET écrite par JF Lhermitte). Comme il souhaitait partir en Province, c'est lui que je choisis pour remplacer JF. BLACHE comme responsable de l'agence Rhone-Alpes en décembre 70.*

Il sera directeur général du BETERALP .SA à sa création début 74 jusqu'en décembre 1985, date à laquelle il quittera le groupe. Il rappelle que le BETERALP et SERALP ont été liquidés en 1987 par ESTRANGIN. Ce dernier était un juriste très compétent que j'avais recruté au BETURE. Après les « malheurs » des BET et autres filiales définites du Groupe SCET il s'était fait une spécialité de liquidateur, rattaché à C3D)

- **Jacques FRANCOIS** : *Lorsque j'avais recruté Jacques FRANCOIS, jeune ing. civil des Ponts et Chaussées, il m'avait dit qu'il souhaitait être affecté en Province dès qu'un poste l'intéressant se présenterait. Ce fut le cas avec l'antenne/agence à Grenoble. Il poursuivit ensuite sa carrière en Rhône-Alpes : directeur de la SERC (SEM de Chambéry) de la SES (Sté d'Equipement de la Savoie) et de la SODEVAB (Sté d'Equipement de la Vallée des Bellevilles) qui fusionneront pour former la SAS (Sté d'Aménagement de la Savoie), puis de 1985 à 88 Directeur Régional SCET pour les Alpes (Drôme, Ardèche, Isère et les Savoie) . En 1988 il devient PDG de la Sté des Remontées mécaniques de Tignes puis en 91 de celle des ARCS, développant les activités du Groupe CDC dans les stations de haute altitude . Il a été un des acteurs important de la création de la Cie des Alpes dont il a été Vice_Président (voir le travail de mémoire sur « Les Stations Touristiques de Montagne), jusqu'à sa retraite.*

1.2 : Installation des Bureaux d'Etudes à Trappes :

Parallèlement à cette restructuration, la SCET qui s'était installée à Montparnasse a recherché une implantation pour regrouper ses BET. La DATAR qui donnait les agréments voulait qu'elle les envoie en Province : à Orléans, Lyon, Montpellier...disait-on Finalement en promettant de déconcentrer au maximum dans des filiales ou agences en Province, et en jouant sur la notion de « bi-pôles » alors en vogue (sièges sociaux dans Paris et bureaux des services dans les villes nouvelles, = moyen de « peupler » celles-ci), la SCET obtint l'autorisation de les installer à Trappes, dans le périmètre de la Ville Nouvelle de St Quentin en Yvelines au lieu dit « le Désert » (*bien nommé alors ! voir la photo*), où la CDC possédait un terrain.

C'est bien entendu SEREQUIP qui fit les études du bâtiment, et suivit sa construction.

SCETAUROUTE, SEREQUIP et le BETURE, s'y installèrent au printemps 73

.Ce bâtiment en croix, très fonctionnel à l'époque, était doté de services communs : accueil, standard téléphonique, salles de réunions, restaurant d'entreprise, et un gros ordinateur commun



(à g. photo d'une salle de dessin, au travail : Claudine Mahé)

Gros problème cependant: son éloignement : la gare de Trappes unique accès en transports en commun depuis Montparnasse, était assez éloignée et il fallait la rejoindre à pied.

La CDC avec la SCIC et la SCET mirent en place des modalités pour faciliter le déménagement des personnels qui souhaitaient s'installer plus près, en location ou acquisition, et, conformément à la loi , les personnes qui ne purent ou ne voulurent pas suivre furent considérée comme « licenciées du fait de l'employeur » et touchèrent les indemnités correspondantes Pour l'ensemble BETURE-SEREQUIP-SCETAUROUTE cela concerna environ 100 personnes dont seulement la moitié furent remplacées

Témoignages :

- de **Serge DEVIGNY**(ingénieur au département Génie Civil et Bâtiment du BETURE, puis SEREQUIP : *J'ai encore à l'oreille les récriminations de tous genres, souvent justifiées, qui ont accompagné la nouvelle de la « déportation » à Trappes selon certains : difficultés de transport pour le personnel, pour les déplacements professionnels, pour la clientèle, une fois là-bas on n'entendrait plus jamais parler de nous Effectivement, quitter le 16^{ème} et la Défense pour « Le Désert » n'avait rien d'enthousiasmant.*

Il est vrai que le chemin menait au milieu de nulle part ; des champs et, au loin, un bouquet d'arbres. Mais le système respiratoire allait y gagner ce que le moral y perdrait.

La mission de construction des bureaux m'avait été confiée, avec un montage spécifique : j'étais à la fois maître d'œuvre et représentant du maître d'ouvrage, avec l'assistance d'un service de la SCIC (SOPEX).

Monsieur François PARFAIT , aux prises avec les protestataires, m'interrogeait un jour sur le temps nécessaire pour se rendre à pieds de la gare SNCF de Trappes jusqu'aux futurs bureaux. Il avait tout entendu, une demi-heure, trois quart d'heure, voire une heure.

Je lui répondis un quart d'heure environ, mais il voulut se rendre compte par lui-même.

Son chauffeur nous déposa devant la gare de Trappes, et nous voilà partis à pieds vers les bureaux, chronomètre en main, la voiture suivant au ralenti.

- de **Lise FIGUET** de SEREQUIP: *Le déménagement a eu lieu le 15 juin, je n'y étais pas car je passais mon permis de conduire !....A l'automne, bien que n'étant pas chasseurs, des fenêtres de nos bureaux (qui ne s'ouvraient pas), nous faisions semblant de tirer les nombreux faisans qui se nourrissaient dans les champs alentours, seule vue extérieure de nos bureaux »*

1.3 : La déconcentration des bureaux d'études de la SCET

Comme promis à la DATAR pour obtenir l'agrément (voir ci-avant) pour rester en Région Parisienne, les bureaux d'études de la SCET s'engagèrent dans une politique de déconcentration de leurs moyens.

- **Au BETURE**, en sus des filiales citées ci-avant, BETERALP et BETEREM, on s'engagea dans une politique de déconcentration pour se rapprocher des zones à fort potentiel de clientèle.

- **En Région Ile-de- France**, en sus de l'Agence PARIS située rue Letellier, on mis en place une **agence Infrastructures**, avec l'EPAMARNE comme principal client, à **Créteil** sous la responsabilité de Leo-Jean PORCHER., auquel succéda plus tard Olivier VERNOUX. Et un « **Département Immobilier SOPREC** », installé avenue Bosquet à **Paris**, dirigé par Jean-Clair MAUREL (pour la commercialisation il fallait une adresse « parisienne » !!) On détacha aussi auprès de la SEM créée en 72 pour l'opération des **Halles de Paris** (la SEMAH ne faisait pas partie du réseau SCET mais celle-ci avait mis sa disposition de la SEM comme secrétaire général Guillaume TISSOT... qui devint ensuite secrétaire général du BETURE), une petite équipe dirigée par C. DARDENNES, ing. de Centrale, et dont faisait partie Daniel MAHE, Paul JOLY, QUERU, et Georges ZEB0, pour, au départ, relever tous les réseaux existants dans le périmètre et étudier leur déplacement, mission qui s'étendit par la suite à divers équipements d'infrastructures comme le tracé des voies souterraines. Daniel MAHE en a écrit l'histoire, à publier séparément sur le site AARSCET.

Enfin on détacha aussi un directeur des travaux à **Mantes** pour la ZUP et pour la ZI de Limay-Porcheville : Joseph IMPINNA, après son détachement à Clermont Ferrand

- **Dans l'Ouest**, d'abord une antenne à Angers, assez rapidement transférée à Nantes, dirigée par A. BOUMIER, . Puis elle devint commune au BETURE et SEREQUIP sous forme d'un GIE, le **BETEROUEST**, avec 2 implantations : Nantes et Rennes (le responsable du BETEROUWEST-Rennes fut PAITRY, un ancien du CERAU, qui donna à cette entité une dimension socio-économique.

- **Dans le Sud-Ouest**, une Agence a été créée à **Bordeaux** par Jacques ERAUD auquel succéda Jacques BOCABEILLE , et une à **Toulouse** par Jacques BOCABEILLE auquel succéda Claude MAREC.

Photo (de Bernard Drouot) : visite des « parisiens » à l'agence de Toulouse. On reconnaît de g. à d. : Gendre, Abrassart, Joly , Marec, Drouot



- **Dans le Nord**, l'agence de **Lille** fut confiée à Jean-Marie ERNECQ

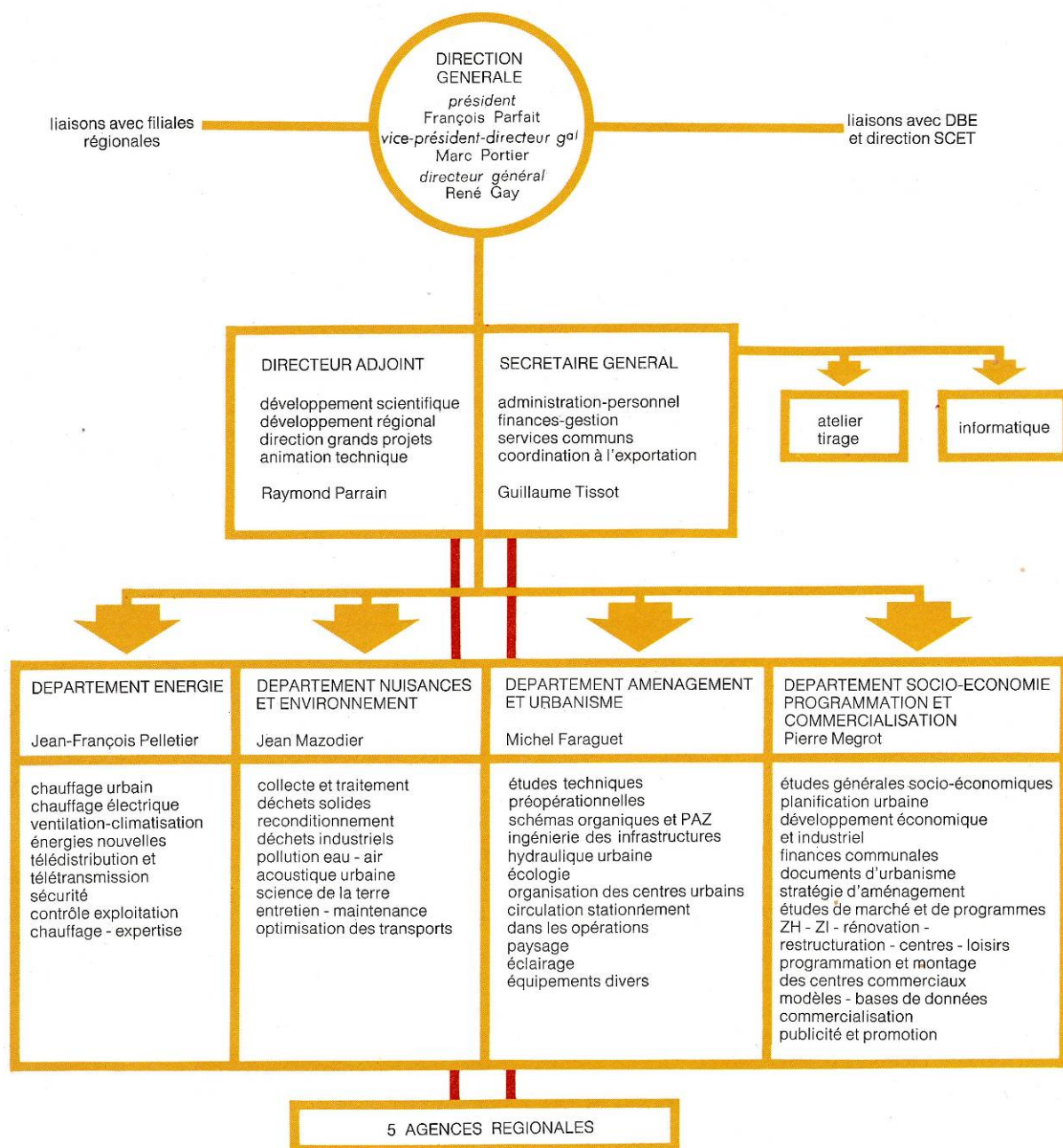
Les autres BET se sont également décentralisés :

- **SEREQUIP**, dans l'ouest au sein du BETEROUWEST, et en Rhône-Alpes d'abord associé au BETURE dans le BETERALP puis avec la création de sa propre filiale **SERALP** confiée à Bernard PUTHOD, venant du BETERALP ; et auquel succéda TROTTIN.

- **SCETAURROUTE** se décentralisait naturellement au fur et à mesure du lancement des tronçons d'autoroute et créant des agence locales (Dijon, Langon, Niort....

2/ L'organisation propre du BETURE :

La réforme des bureaux d'études de 71, nécessita la mise en place d'une nouvelle organisation du BETURE, « amendée » en 73, aboutissant à l'organigramme de 1976 ci-après, extrait de la plaquette éditée à cette époque. On y lit les noms des responsables à cette date



En 71, avaient été créés les trois départements regroupant les diverses activités dont on lit le détail sur l'organigramme.

= le Département Socio-Economie dirigé par Pierre MEGROT (ancien du BETI) qui a succédé en 75-76 à Dominique BECQUART-

= le Département Aménagement dirigé par FARAGUET qui avait succédé à PREBOIS, puis vers 78 par François VIDAL,

= le Département Energie confié à J-F. PELLETIER qui avait succédé à THOMAS,

= le Département Environnement confié à Raymond PARRAIN puis en 73 à Jean MAZODIER et vers 78 à Patrice MILLET,

En 72 au secrétariat général pour toute l'administration du BETURE, et pour gérer les services communs avec SEREQUP et SCETAUROUTE, J. RAMBAUD a été remplacé par D. PORQUET puis en 75 par Guillaume TISSOT.

En 73, a été créée une direction technique et scientifique et du développement de laquelle dépendent les agences régionales, confiée à Raymond PARRAIN devenu directeur adjoint.

Une anecdote de René Gay :

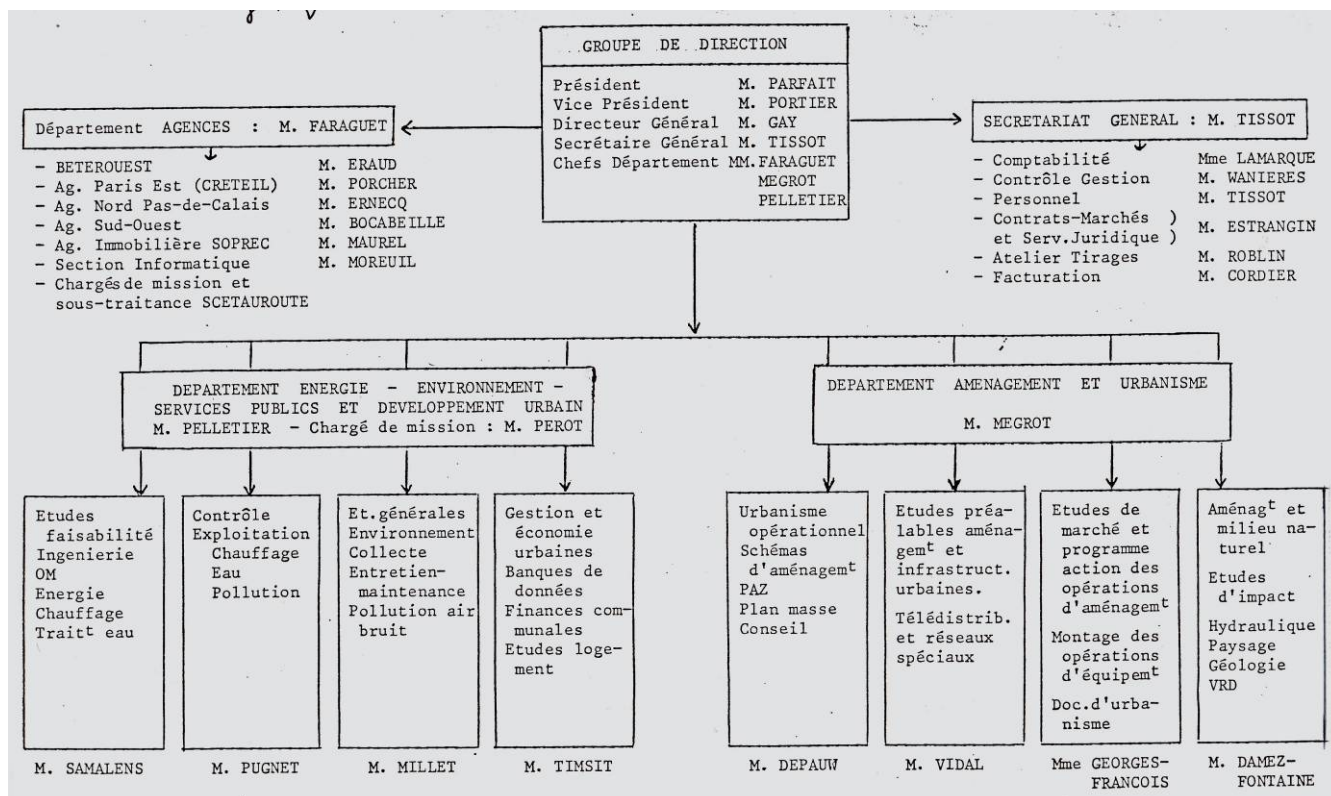
En 75 pour remplacer D. PORQUET, démissionnaire j'ai d'abord sollicité JF. LHERMITTE, qui était secrétaire général du BETEREM, dont je connaissais les compétences. Il accepta, mais F. Parfait voulut le rencontrer avant de conclure. Jean-François qui était en vacances dans sa campagne auvergnate dut venir précipitamment à Paris entre deux trains. Après cet entretien F. Parfait me fit savoir « quelles que soient les qualités de votre ami qui me paraissent réelles, je ne suis pas d'accord pour qu'on le recrute : quand on brigue un poste de direction, on ne se présente pas au président sans cravate ! ». Jean François n'avait pas de cravate dans sa garde robe de campagne, et n'avait pas eu le réflexe d'en acheter une, j'eus beau défendre sa cause, rien n'y fit, et il resta au BETEREM. C'est Guillaume TISSOT qui hérita de ce poste.

Les effectifs du BETURE (à Trappes et dans les agences) dépassaient alors 300 personnes.

Les filiales, comportant 200 personnes, étaient en liaison directe avec la direction générale, et les agences avec le Directeur adjoint.

Après les plans sociaux de 76-77 (voir plus loin), avec un effectif réduit de 80, l'organigramme a été resserré comme suit, en ne conservant que deux départements centraux d'études, et création d'un « département agences », celles-ci s'étant bien développées.

Organigramme du BETURE à fin 1978 : (on y trouve les noms des divers responsables) :



Voici le témoignage intéressant de Pierre MEGROT sur cette période 73-80 (il avait quitté la SOPREC en 70 pour devenir dir. adjoint de la SERL) :

C'est en 1973 que je rejoins le BETURE, j'y resterai jusqu'en 1980. Je n'étais pas demandeur pour quitter la SERL (3 ans, c'est bien court et le travail me passionnait), et Lyon où je me trouvais très bien et que j'aime toujours autant. La SOPREC était à la recherche d'un responsable : le choix du BETURE s'était porté sur moi. C'est Pierre LEMOINE (directeur territorial SCET ... nouvelle organisation du groupe) qui s'est déplacé à Lyon pour me convaincre et – ce qui était encore plus difficile – convaincre VARNIER de me laisser partir. Finalement mi 73 je deviens responsable de la SOPREC dans le département Programmation – Commercialisation dirigé par Dominique BECQUART. Le transfert à Trappes s'était fait, mais la SOPREC était restée avenue Bosquet ... J'avais dans mon champ d'intervention les zones industrielles (ou d'activités comme on disait maintenant), les bâtiments industriels, les bureaux ... mais pas les commerces dont s'occupait Olivier SHLEMMER, vieille cassure qui remontait au partage sectoriel qui avait été établi entre Henri LEPAGE et Raymond GRAY. De la SOPREC dépendait la revue IMPLANTATIONS qu'elle avait contribué à créer avec les principaux conseils en immobilier d'entreprises de la place. J'en suis devenu gérant. Après le départ de Dominique BECQUART pour l'agence d'urbanisme de Rennes, j'ai pris la direction du département Programmation – Commercialisation

J'ai alors vécu des conflits quasi idéologiques entre les équipes chargées des études socio économiques (Juan AZCARATE) et les études de programmation, conflits (intellectuels !... morgue d'un côté, incompréhension de l'autre) que la réorganisation de 1976 (unification de socio économie, programmation et commercialisation) n'a pas fait disparaître. Ce sera mon grand regret de n'avoir pu, du moins autant que je le souhaitais, créer des ponts, des échanges entre les études générales (souvent brillantes, éclairantes) et la démarche opérationnelle (y compris les études pré-opérationnelles). Ce regret, je l'ai eu au BETURE dans ma fonction de chef de département, mais aussi en tant que directeur d'Agence d'urbanisme, puis directeur régional SCET. Je pense que beaucoup plus aurait pu être fait pour que le considérable travail de réflexion qui a été effectué passe sur le terrain. Les succès remportés par les CQS, à un autre niveau, montre que cela était possible ; et les échecs auxquels on a été confronté hier et aujourd'hui dans les "quartiers" sont moins à imputer aux CQS qu'au fait que les questions qu'ils traitaient n'étaient pas seulement sociales, mais politiques et économiques. Cela dit, tu (René GAY) as raison en écrivant: "Il ne faut pas avoir que des regrets car ces chercheurs pendant leur passage au BETURE ont cotoyé l'opérationnel, et l'osmose a été profitable réciproquement."

La deuxième réorganisation que j'ai connue, en 1978, en prenant la tête du département aménagement et urbanisme me laisse aussi un goût amer car la fusion entre les équipes (de qualité, et dirigées par des responsables également de qualité : Claudie GEORGES-FRANCOIS, Jacques DEPAUW, François VIDAL et Bruno DAMEZ-FONTAINE) que portait ce projet ne s'est pas faite ou très insuffisamment. Il est vrai que je n'ai pas eu pour moi la durée, indispensable si l'on veut faire naître le goût et créer les habitudes de travail en commun, puisque je suis parti au Havre en 1980, pour trouver une équipe autrement plus difficile et me heurter au même problème du mur séparant les études de l'Agence d'urbanisme et les opérations de la SEM (pourtant dirigée par François LEJEUNE, mon ancien collègue de Lyon).

3/ Les domaines d'activités :

Il serait trop long de décrire ici toutes les activités du BETURE dans ces années 70, on se contentera d'en donner l'essentiel.

3.1 : Recherche , planification et économie urbaine et rurale , développement régional :

Les chercheurs du CERAU avaient beaucoup investi dans des études lourdes sous l'égide du gouvernement , notamment pour l'élaboration des PLANS très directifs et la définition des politiques gouvernementales. Ils continuèrent au BETURE en évoluant vers une forme plus souple privilégiant des diagnostics plus légers et la concertation avec mise en place d'indicateurs au bénéfice des instances nationales et régionales. De nouveaux chercheurs vinrent les rejoindre, comme Pierre VELTZ, et Bertrand PARCOLLET

C'est la grande période :

- de la mise en place des SDAU, Schémas d'Aménagement et d'Urbanisme (*photo : SDAU de Dieppe*) et des Plans d'Occupation des Sols (POS), des Plans d'Action Foncière (PAF), des Stratégies de développement urbain, des Dossiers de Villes Moyennes

- de la conception d'une politique du logement au niveau de l'agglomération, ou de la mise en place d'équipements scolaires commerciaux, socio-culturels, et d'activités industrielles. Le BETURE a mis au point des outils et procédures adaptés, tels que des modèles, des programmes de simulation ou de calculs économiques ou d'études des finances communales, des jeux urbains, des études foncières, des études démographiques et de mobilité, des observatoires.....

- de la planification et l'aménagement rural : les PAR (Plan d'Aménagement Ruraux, les Contrats de Pays, les Dossiers des petites villes...



Les contrats généraux de recherche et de définition des politiques étaient signés avec la DGRST (avec au début des années 70, Loïc LE FLOC PRIGENT) , la DATAR (directeur Jérôme MONOD, puis François ESSIG), le Commissariat au Plan, les Ministères concernés (entre autres, à la Direction de la Construction il y avait Robert LION, et son adjoint Dominique FIGEAT).

Les contrats d'application locaux étaient conclus avec les collectivités territoriales

Après les plans sociaux de 76-77, vu la forte diminution de ces recherches et études nationales, l'équipe issue du CERAU se dispersa : certains poursuivirent leur carrière dans le Groupe à la SCIC comme Françoise TAIEB et Juan AZCARATE, à la SCET et dans son réseau comme Philippe ROCHEFORT (au siège), Dominique BECQUART (à Rennes Agence d'urba) et Bertrand PARCOLLET (à Angers), d'autres allèrent fonder les études sciences-éco à l'Université naissante de Créteil (Gabriel DUPUY, Rémi PRUDHOMME, Agnès PITROU, Henri COING, Pierre di MEGLIO,...) et d'autres encore dans les ministères (comme Jean-Pierre PIECHAUD ou Pierre VELTZ). Il ne faut pas en avoir que des regrets car ces chercheurs pendant leur passage au BETURE ont cotoyé l'opérationnel, et l'osmose a été profitable réciproquement.

3.2 : L' Urbanisme opérationnel :

L'arrivée au BETURE des géographes et socio-économistes venant du CERAU et de la SOPREC-BETI et le recrutement d'architectes urbanistes (Michel BERGER, recruté en 1970 a été suivi par: Jacques DEPAUW, GUERIN, CASSOU, WEIL, Michel PAZOUMIAN, Jean-LAPLACE-BUILHE qui venait du BETEREM.. ; etc..) , s'ajoutant aux paysagistes, ont permis de donner une autre dimension aux études d'aménagement, prenant en compte l'ensemble des données (sociales, démographiques, économiques, commerciales) et inscrivant mieux les opérations dans le contexte bâti et naturel, et imposant dans les cahier des charges de vente aux promoteurs une plus grande diversité architecturale .

-Je pense être le premier du Groupe CDC à avoir recruté un architecte, Michel BERGER, au BETURE pour créer une section « Urbanisme ». LP. LEROY ne voulait pas, pour ne pas contrecarrer l'Ordre des architectes, aussi ce fut avec la complicité de François Parfait que l'ai recruté comme ingénieur chargé d'études, car: il avait fait l'Ecole des Ponts et Chaussées avec moi avant de passer son diplôme d'architecte. Puis les autres ont suivi. Après le BETURE, les uns s'installèrent en profession libérale (Michel Berger, Guérin, Cassou, Pazoumian, et les autres firent carrière dans le groupe ; J.DEPAUW à la CDC, B. WEILL comme directeur de SEM,...

-Il y eut aussi Michel PIQUEMAL : son père qui était directeur de la SEM de Troyes, m'avait demandé si je pouvais recruter son fils comme dessinateur-projeteur à temps partiel à l'agence de Bordeaux nouvellement créée, pendant 2 ans, le temps qu'il finisse ses études d'architecte. Je l'ai ensuite recruté comme chargé d'études et urbaniste.. Après le BETURE il poursuivit sa carrière dans le groupe : il est malheureusement décédé en 2009 alors qu'il était directeur de la SEM de Poitiers.

Les grands ensembles s'essouffaient et étaient critiqués. En 69 Albin Chalandon avait mis à la mode les quartiers de maisons individuelles en lançant le concours des « chalandonnettes » (7500 maisons à construire entre 1970 et 72). Les ZAC créées par loi en 67 prennent effet en 70 par décret . Et en 1971 Olivier Guichard par circulaire décréta « **ni tours ni barres** » sur les nouvelles constructions dans les villes moyennes, et mit fin aux grands ensembles (encore fallut-il terminer les ZUP engagées)

Les nouvelles opérations périphériques sont de plus petites tailles et laissent une large place à l'habitat individuel. le PAZ, plus souple a remplacé le plan de masse général, les « espaces verts », placages de décor, font place aux aménagements paysagers (on conserve au maximum le paysage ancien, ou on crée un véritable paysage au cœur des opérations.), la normalisation des programmes des ZUP, fait place aux études des besoins et a une programmation raisonnée, que ce soit pour les logements, ou pour les équipements

On intervient beaucoup aussi en centre ville, avec en amont les études de « Plans de Référence » cadre de toutes les actions à mener pour revitaliser les centres urbains anciens démarrés dès la fin des années 60 : rénovations urbaines, restauration du tissu ancien, réhabilitation d'immeubles...aussi la poursuite des « Centres Directionnels », quartiers d'affaires implantés dans les « métropoles d'équilibre » sur des terrains plus ou moins délaissés (ancienne caserne à la PART DIEU à Lyon, gare de triage à Rouen ST SEVER, zones d'habitat insalubre ou d'activités périssantes à Bordeaux MERIADECK ou Clermont-Ferrand FOND DE JAUDE, RENNES le COLOMBIER etc...avec bureaux, centre commerciaux, hôtels, et immeubles d'habitation

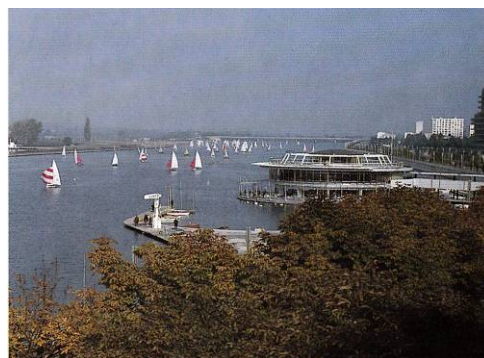
Nota de R. Gay : J'ai sollicité des témoignages sur la Part Dieu qui ont été trop long pour être cités ici, et suffisamment riches pour justifier une publication séparée à paraître sur le site AARSCE

Dans le domaine des activités industrielles, et artisanales , on finit l'aménagement et la commercialisation des grandes ZI, et on insère mieux les nouvelles opérations de taille plus réduite résultant d'études de marché dans le tissu urbain ou dans le paysage: ce fut le temps des pépinières d'entreprises, des « Technopôles » alliant recherche et production , des ZI paysagères...Là aussi le BETURE couvre toute la chaîne de la programmation, la conception, la direction des travaux et la Commercialisation.

En matière de tourisme et loisirs c'est la fin des grandes opérations du littoral (avec le développement croissant des ports de plaisance) , et de la montagne, le lancement des « bases de loisirs » notamment en Région Ile de France liées ou proches des Villes Nouvelles pour lesquelles le Service Tourisme-Loisir, dirigé par Charles JOSSELIN (qui quitta le BETURE car élu Président du conseil-général des Côtes du Nord qu'il rebaptisa Côtes d'Armor) puis par Christian BLANC , assure les études de programmation et de conception, le suivi des travaux, et l'animation comme par ex à St Quentin en Yvelines (voir sur le site internet l'article « Le BETURE, une ferme, des clowns et un (futur) ministre ». (photo de la base de loisirs de Buthiers en S.et Marne à droite)



Le Paysagiste MICHON conçut des golfs dont celui



de ROYAN : gageure que de réaliser un golfe dans la pinède en conservant les arbres et en faisant pousser du gazon sur le sable ! *Photo de 1976 à g.*

3.3 : Les infrastructures , voirie et réseaux divers:

Ce métier technique de base du BETURE, s'est évidemment poursuivi, avec certaines améliorations techniques dues à l'expérience acquise des premières équipes, et au dynamisme de la jeune génération d'ingénieurs nouvellement recrutés (François VIDAL, André MOINE AUMOINE Olivier VERNOUX, JJ. NAVARRO, B. DAMEZ-FONTAINE, ABRASSART, et encore un peu plus tard : BERFHON, Thierry VERRIER) s'appuyant sur l'expérience des anciens et travaillant de concert avec les urbanistes et paysagistes.

Nota de René Gay :

Après le BETURE , plusieurs de ces jeunes ingénieurs continuèrent avec succès leur carrière dans le réseau SCET-SEM : FARAGUET, VIDAL, AUMOINE, MOINE, NAVARRO, VERRIER..)

J'avais en particulier estimé que ma succession au BETURE devait revenir à François VIDAL , mais ce ne fut pas le cas : il devint directeur de la SERM à Montpellier, avec entre autres opérations à son actif , le CORUM (Opéra, Congrès) ou le Quartier ANTIGONE. Puis il vint à Lyon comme DR SCET et directeur de la SERL. Aujourd'hui à la retraite il est membre de l'AARSCET.

Parmi les « nouveautés » qu'ils lanceront signalons :

- les « galeries techniques » visitables ou sont rassemblés tous les réseaux, et les bordures de trottoir techniques, incorporant les réseaux souples (*photo : la galerie technique du Val d'Yerres*)

- la recherche d'une plus grande variété de revêtement des voiries et cheminements piétons, et d'esthétique pour l'éclairage public, et le mobilier urbain.

- La mise au point de méthode de calcul des réseaux par informatique (par ex François Vidal conçut un programme de calcul des réseaux d'assainissement)

- L'établissement d'un programme d'optimisation des terrassements (équilibre déblais-remblais) dans une zone d'aménagement, qui fut même exporté à Barcelonne.

- la télédistribution : la première opération fut le réseau par câble à partir d'une antenne commune , sur un quartier d'habitations individuelles sur la ZUP Saint-Serge à Angers, et d'autres suivirent.(*Ce fut le prélude dans le groupe à la télévision par câble, développée dans les années 80 au niveau de la ville.*)

- les études d'impact rendues obligatoires pour toute réalisation (en infrastructures et superstructures). Signalons que D. BERTHON, ingénieur de Centrale, poursuivit parallèlement à son engagement au Beture des études pour obtenir une des premières licence d'écologie. (*Il était aussi un passionné de photo et d'ornithologie... et plus tard, encore au BETURE SETAME, il fut le porte-parole du Groupe CDC au Sommet de la Terre de RIO pour lequel il avait réalisé un DVD, que l'on a recherché pour l'ouvrage « 50 ans du groupe à l'International » mais malheureusement pas retrouvé*)



- la réalisation et l'édition pour la SCET du « Guide Elements de Viabilité » ouvrage de référence encore d'actualité, et le « Guide de la Communication ».(voir plus loin « Publications »)

Témoignage de Bernard Drouot sur sa période « Infrastructures », à partir de 65 et jusqu'à sa retraite en 97 :

« En collaboration avec les Architectes, Ingénieurs et Economistes du BETURE et SETAME parmi les plus novateurs et imaginatifs du moment, cette dernière activité fut pour moi la plus gratifiante et n'est pas restée sans écho après mon départ. En effet, depuis les années 80, la pratique des Infrastructures a pris le train de la micro-informatique naissante et, au fil du temps, a permis de stocker et d'agréger dans des fichiers programmés, les expériences des Ingénieurs successifs de Beture . A travers l'évolution simultanée des thèmes de réflexion et des capacités croissantes des ordinateurs, cette « sauvegarde de l'expérience » devait déboucher vers 1988 sur le programme OCTAR 1 Déposée à l'INPI, cette marque sous son nom d'évolution « OCTAR 4 », constituée en 2009 avec ses dérivés, une des références de la SCET-SNI pour ses conseils aux SEM de son réseau en matière de maîtrise des coûts d'Aménagement et de réhabilitation. »

3.4 : L' Energie :

Sur son important « fond de commerce » des réalisations et du contrôle d'exploitation du chauffage collectif des grands ensembles , le BETURE greffa des développements nouveaux pour répondre à la crise pétrolière:

- l'adaptation des grandes chaufferies à des sources d'énergies diversifiées : le charbon dont l'extraction en France s'était raréfiée, avait laissé place au fuel, mais la crise pétrolière conduisit à adapter les chaufferies à la mixité fuel-gaz.

- la récupération de la chaleur produite par l'incinération des ordures ménagères en réalisant des complexes chaufferies collectives- usines d'incinération comme par ex celui des ZUP Nord de l'agglomération bordelaise (photo), Toulouse le Mirail, Angers St Serge....



- la chaleur-force : production d'électricité en sous produit du chauffage , puis les premières réflexions sur les micro-centrales hydroélectriques (ces micro-centrales n'ont pas eu par la suite le succès escompté, et c'est probablement dommage)

- la récupération des eaux de refroidissement des centrales nucléaires pour des besoins urbains et agricole (par ex. après étude par le BETURE une SEM fut créée pour réaliser des serres chauffées avec les eaux de refroidissement de la centrale du Tricastin, mais ce fut un échec, non pour des raisons techniques, cela fonctionnait très bien, mais parce que les professionnels agricoles ne réussirent pas à s'organiser pour une exploitation en commun !)

-la géothermie : après le forage géothermique de Melun l'Almont , fin des années 60, qui fut pourtant une réussite, il fallut attendre la deuxième partie des années 70 après la crise pétrolière pour relancer la géothermie à plus grande échelle pour le chauffage notamment sur la région Ile-de-France : les études ne déboucheront sur des réalisations qu'au début des années 80. Ces études seront à l'origine de la société d'ingénierie GEOCHALEUR filiale de la SCET créée en 78.

Rappelons que de 1958 à la fin des années 70, le BETURE et le réseau SCET-SEM ont réalisé 80 opérations de chauffage urbain d'une puissance totale de 4,5 milliards de KWH , soit l'équivalent d'une ville de 800 000 habitants.

Citons les 3 responsables successifs de cette activité : THOMAS, DUBOIS et JF. PELLETIER, les ingénieurs : RICHARD, LE BAIL, et LAFON qui ira créer la section énergie au BETERALP.



Le service Chauffage organisait chaque fin d'année une soirée-repas pour son personnel. Ci-contre photo de l'hiver 1975-76 : où on avait invité les « directeurs Raymond Parrain et René Gay. On de g.à d. : X secrétaire-assistante, Richard ingénieur, Y réceptionniste et standardiste, Raymond Parrain, Hélène Godin secrétaire assistante, René Gay

3.5: L'Environnement et les nuisances :

La compétence acquise par le BETURE dans les années 60 dans les domaines de traitement des eaux usées et des OM, a mené le BETURE dans les années 70 à être considéré comme le plus important des BET en matière d'environnement. Dépassant l'aspect technique du traitement des nuisances le BETURE a recherché une approche plus globale depuis la prévention à l'amont, grâce à des modèles informatiques de simulation et de comparaison économique : cela a été le début des recherches de réinsertion des déchets dans le cycle naturel, que ce soit les déchets urbains ou industriels.

- La terre, la nature, l'eau et l'air :Eléments majeurs de la vie, ils sont une préoccupation permanente dans les études du BETURE, qu'il s'agisse des études géologiques et hydrogéologiques, des ressources et la distribution de l'eau, du traitement des eaux potables et usées, de la conservation du patrimoine naturel, du bruit et de la pollution de l'air (notamment ceux que pourraient entraîner les chaufferies, les usines d'OM), de la protection des nappes phréatiques (en liaison avec les Agences de Bassin). Ils seront au cœur des études d'impacts rendues obligatoires vers le milieu des années 70.

Nota de René Gay :

Dans une de mes Histoires de Savoie, au sujet du Lac du Bourget, j'ai raconté une étude exemplaire conduite par Jean PERRE, le spécialiste du BETURE en matière de traitement des eaux et de protection des milieux naturels, bien qu'elle n'ait pas eu de suite pour nous :

« Le lac souffrait d'eutrophisation par manque de renouvellement de ses eaux profondes polluées. Les poissons nobles, ombles chevalier, lavaret, brochets étaient en voie de disparition. Outre le lancement d'un grand programme d'assainissement des affluents, des villes et villages des alentours, un concours fut lancé auprès de bureaux d'études et entreprises pour proposer des solutions d'assainissement et de renouvellement des eaux profondes. Le bureau d'études que je dirigeais alors (BETURE, filiale du Groupe de la Caisse des Dépôts) proposa de siphonner ces eaux profondes par une conduite plongeant à grande profondeur, puis rejoignant le Rhône par un tunnel sous le Mont du Chat (pour cela Jean PERRE m'avait demandé si je connaissais un géologue savoyard : je lui présentais mon professeur de sciences nat du Lycée devenu prof. de géologie et directeur de l'Université de Savoie qui accepta). Ce fut la solution technique retenue mais un autre groupement concurrent, moins disant, avait eu la même idée et c'est lui qui fut choisi.

L'essentiel est que le lac est maintenant assaini, ses eaux profondes ont retrouvé la vie et les poissons nobles sont de nouveau là, mais il doit faire l'objet d'une grande attention, avec une surveillance permanente de tous les rejets »

Peu de semaines après que j'aie retranscrit ce souvenir, Jean PERRE est décédé, Je rends hommage à cet homme aimable et discret d'une grande compétence

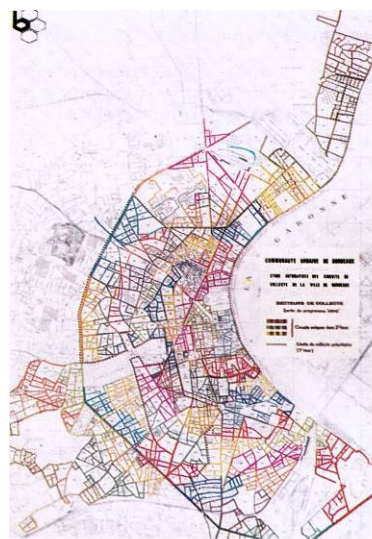
- La collecte des Ordures Ménagères : très artisanale (et polluante) jusqu'aux années 60 on a vu apparaître les bennes et poubelles à déversage mécanisé mais avec des circuits restant aléatoires. Le Beture a mis au point une méthode d'optimisation du ramassage des OM dans une ville, dont Paris et Perpignan....., c'est le programme ROMA, qui fut même exporté avec succès aux USA (Floride...voir témoignages ci-apès.)

- De même on a mis au point une méthode d'établissement des schémas directeurs de ramassage et traitement des déchets au niveau des agglomérations et des départements.

Photo : Schéma d'organisation de la collecte à Bordeaux

Enfin le BETURE a introduit en France le procédé de collecte pneumatique des OM et réalisé la première installation sur le quartier Arlequin de la ZUP de Grenoble mis en service en 1972 où il fonctionne encore, mais s'étant avéré cher en investissement et lourd en entretien, aussi on n'a pas alors réussi à le réaliser ailleurs.

Cependant, 40 ans plus tard il vient de ressurgir comme une grande nouveauté dans les éco-quartiers !! (voir article de René Gay sur le site internet de l'AARSCET).



Témoignages de Jean Mazodier , à l'époque ingénieur au Service Environnement du BETURE :

1/Sur la centrale de collecte pneumatique des OM de Grenoble : c'est Raymond Parrain, toujours à l'affût d'idées nouvelles, qui m'a envoyé à Grenoble rencontrer M. Henri Dubedout, pour présenter le procédé suédois CENTRASUG représenté en France par M. Vetu, directeur de TUNZINI , société avec laquelle on construisait l'UTOM de Cenon. Le Maire Dubedout avait combattu au Mékong sous les ordres mon père, aussi out de suite il s'est établi entre nous un très grand climat de confiance, et la réunion technique s'est très bien passée avec la SADI. En deux heures la décision était prise sans consultation (c'était possible à l'époque).

2/Sur les schémas de collecte : le début d'un grand bond
A la suite d'un article sur un logiciel d'IBM, Poligami sur l'optimisation du ramassage du lait , Raymond Parrain toujours visionnaire, me demandait de réfléchir à l'optimisation des circuits de collecte des ordures ménagères-un tour de circuit en moins, c'est des économies importantes et immédiates. Notre patron persuadait M. BAGUENIER du Ministère de l'Intérieur, de faire un test. Patrice MILLET , aidé de nos deux informaticiens -DEPHIEUX et MOREUIL- transcrivait le programme rapidement et le labellisait BETURE. François de COMEIRAS recueillait les données sur le terrain. Ah,les nuits embarqués sur les bennes avec les rimeurs. Puis test en vrai sur un quartier de Paris Réussite complète Ensuite ,ce fut la ville de Bordeaux ,puis le département du Jura. Cette méthode sera même exportée dans le comté de Saint-Petersbourg, et je crois, en Floride.(voir plus loin dans le § International)

3/ La même intuition de Raymond Parrain l'amena à me demander à m'intéresser à la pollution atmosphérique -premier contrat avec le District de Mantes la Jolie au sujet de la centrale de Porcheville-, puis à la lutte contre le bruit avec Jean DREYFUS qui mettra au point un mode de calcul qui permettra la mise en place des premiers écrans anti-bruits, et aussi à la réalisation de la première étude d'impact en France pour la traversée de la Sologne par l'autoroute, et encore la réalisation des premières décharges vraiment contrôlées en France, mais aussi la rédaction des normes pour les poubelles ou la méthode des caractéristiques des déchets à partir d'échantillons de 100 litres ou l'influence des plastiques dans l'incinération ou la mise au point du carnet de santé pour un immeuble, le coût global -coût d'investissement+coût d'exploitation+maintenance...

En quelques mois, le BETURE était devenu incontournable en France en matière d'environnement et de nuisances en partant du principe que nous avait inculqué Raymond PARRAIN "il faut toujours se lancer dans les produits nouveaux, là où il n'y a personne, c'est plus facile pour être les premiers". Avec une petite dizaine de personnes qui ne comptait aucun "génie", on est devenu les premiers en France et dans les territoires ultra-marins mais aussi en Côte d'Ivoire au Cameroun, en Grèce, ou au Liban. (Ainsi par exemple, P. Rochefort avait été nommé, après un appel d'offres mondial, chef de projet pour Beyrouth un mois avant le début de la guerre civile. Les circonstances dramatiques lui ont permis de faire une autre carrière dans les transports puis dans la banque. Cette époque a été exaltante pour ceux qui l'ont vécu et les ont marqués positivement tout au long de leur carrière.

Albert Calvo, se souvient, concernant le programme de Ramassage des Ordures Ménagères en Agglomération, qui fut baptisé ROMA :

L'étude nécessitait au préalable une enquête sur le terrain très lourde pour déterminer la quantité d'OM collectées dans chaque rue, et d'entrer toutes les données dans le programme (réseau des rues poids des ordures, caractéristiques des bennes...). On en déduisait le parcours optimum de chaque benne, et le résultat conclut à la suppression de plusieurs bennes et à la diminution du personnel affecté à chaque benne. Mais la ville de PARIS renonça à étendre l'étude à l'ensemble des arrondissements, car elle mécontentait toutes les parties concernées : l'entreprise de ramassage qui était payée au nombre de bennes et de personnel, le personnel lui-même avec diminution des effectifs et densification du travail, les responsables de la Ville pour des raisons diverses. Sur les autres villes le BETURE garantit par contrat une économie minimum de 15%. Sur une des villes l'économie fut chiffrée à 30% ...et le responsable de la collecte qui avait commandé l'étude fut licencié !!!

- Le traitement des OM et autres déchets :

Ce fut une des grandes activités du BETURE : des études amont pour l'analyse des déchets conduisant au choix du procédé (compostage, incinération, décharge contrôlée des déchets non polluants, tri sélectif - à ses débuts- récupération...) et à sa réalisation, tenant compte de son impact sur l'environnement, problème pas toujours sensible pour les collectivités locales, comme le montre le témoignage suivant. La crise pétrolière engagea également la recherche de la récupération de chaleur des usines d'incinération (voir le § Energies, ci-avant)
Cette activité du BETURE sera à l'origine de la filiale SCET ENVIRONNEMENT, créée en 1991.

Anecdote de René Gay :

Le BETURE a été le maître d'œuvre du complexe station de traitement des eaux usées et usine d'incinération des OM de DEAUVILLE et son agglomération, qui devait aussi brûler les boues résiduelles de la station d'épuration (photo du complexe).. Peu de temps après sa mise en service, ce devait être en 77, Raymond Parrain vint me dire « je suis convoqué dimanche matin à Deauville par Michel d'ORNANO, alors Ministre de l'Environnement : il est furieux car le voisinage de l'usine se plaint de la pollution qu'elle engendre, venez avec moi, nous ne serons pas trop de deux pour faire face ».

Avant le RV, R. Parrain avait pu se renseigner : les plaintes venaient des premiers occupants d'un lotissement de standing de maisons à toits de chaume et faux colombages, situé à portée de vue de l'usine et dont l'autorisation de construire avait été donnée après que la ville nous ait elle-même désigné le terrain devant recevoir le complexe. Il s'échappait de la cheminée un panache de fumée blanche surtout en début de semaine (les OM étaient alors fortement chargées du gazon tondu le WE) et lorsqu'on brûlait les boues. Le constructeur nous dit qu'il avait fait tous les contrôles de pollution et que tous les résultats étaient très inférieurs aux normes récentes (plus sévères qu'auparavant résultant d'une commission ministérielle à laquelle d'ailleurs R. Parrain avait participé).

Nous nous sommes donc présentés à la mairie plutôt bien armés. C'est le Ministre lui-même qui nous a reçu (ce n'était pourtant pas lui le Maire mais son épouse !) et il a commencé par nous infliger une volée de bois vert, « vous m'aviez promis une usine propre... », avant que nous puissions lui faire valoir notre point de vue : nous n'avions pas été chargés du choix du site (encore qu'il n'y eut guère de choix compte tenu de la configuration du réseau d'assainissement), la construction du lotissement n'aurait pas dû être accordée si près de ces installations (et les candidats acquéreurs les voyaient !), la pollution éventuellement résiduelle était inférieure aux normes les plus récentes édictées par son propre ministère, les panaches blancs étaient de la vapeur d'eau, et peut être faudrait-il faire une collecte séparée des déchets verts très abondants et les mettre en décharge car non polluants. Finalement nous persuadâmes Michel d'Ornano, avant d'engager une procédure, de faire appel à un expert indépendant choisi d'un commun accord. Les conclusions de cet expert ont confirmé nos dires... et l'affaire s'est arrêtée là. Mais quelle frayeur ! être mis au banc des accusés par le Ministre de l'Environnement !



3.6: Les Equipements , de la conception à la gestion :

Outre la programmation des équipements d'accompagnement des ZH : petits centres commerciaux (et leur commercialisation), école et collèges, ..., le BETURE conduisit des études de programmation d'équipements importants, comme les grands centres commerciaux, leur pré-commercialisation, leur montage juridique, la consultation des promoteurs commerciaux, puis la commercialisation. Idem pour les technopôles, les entrepôts, usines et bureaux. Ce fut l'activité de la « SOPREC, Département immobilier du BETURE », avec Pierre MEGROT, Olivier SCHLEMMER, Jean-Clair MAUREL ..., et des filiales SOPREC RHONE-ALPES ET MEDITERRANEE

Centre Cal du Mont Gaillard au Havre



Entrepôts à Buc Yvelines



Il faut y ajouter les équipements socio-culturels et de loisirs urbain pour lesquels le BETURE avait intégré aussi un spécialiste des salles de spectacles issu de la Soprec, GUEULETTE.

Le BETURE s'engagea aussi dans le contrôle d'exploitation et d'entretien- maintenance des équipements (en déclinaison de ce qu'il faisait dès l'origine pour le chauffage urbain). Il mit au point pour cela un programme informatique de suivi. Le BETURE appliqua cette méthode entre autres au

MIN de RUNGIS. Cette activité sur laquelle se spécialisa de COMEIRAS, fut à l'origine de la création en 1988, de la filiale EUROGEM de la SCET.

3.7 : L'informatique :

Les années 70 ont vu l'éclosion de l'informatique comme « outil » dans les bureaux d'études. Au BETURE avec les équipes du CERAU sont venus deux jeunes ingénieurs civils des ponts, DESPHIEUX et MOREUIL, qui y faisaient leur « service civil » et qui se spécialisaient sur cette nouvelle discipline. Ils utilisaient un terminal raccordé aux ordinateurs du CEA.

Le CERAU avait commencé à s'intéresser aux « jeux urbains » et ceux-ci devaient être traités par informatique.

Lors de l'installation à Trappes on créa un service informatique commun (dirigé par un polytechnicien ZERVUDAKI, qui était à SEREQUIP, et dont Pierre LALITTE faisait partie) et mit en place un gros ordinateur CII MITRA (qui occupait toute une pièce !), connecté au réseau CISI possédant des ordinateurs puissants, avec console de visualisation imprimante et table traçante pour les dessins. Le service comportait outre les informaticiens concepteurs des programmes, des programmeurs qui les écrivaient et des perforatrices qui les transcrivaient sur cartes perforées, de même que les données à entrer.

Souvenir de René GAY : Je me souviens à Trappes d'une démonstration de calcul et dessin informatique d'un tracé d'autoroute mis au point par le service, notamment l'entrée d'une autoroute dans un tunnel. C'était la 1^{ère} fois que je voyais cela et je fus très impressionné !

On se référera aux paragraphes « activités » où sont signalées diverses applications, traitées au BETURE par ordinateur. Voir aussi le tableau (non exhaustif) ci-après. Outre les jeux urbains déjà cités, ce sont : des bases de données, des modèles et simulations, des programmes de calculs techniques et économiques.

a/ Des modèles :

- SMALA : Simulation du Marché du Logement dans une Agglomération, et ses versions simplifiées pour petites villes : ISBA et SIMA
- CHLOE et ULYSSE : modèles déterminant la démographie de la population scolarisable
- COLZA : déterminant les programme de constructions et équipements dans une ZAC
- SIPU : Systèmes d'Information pour la Planification Urbaine

b/ Des programmes de calculs techniques et économiques :

- ROMA : Optimisation du ramassage des OM dans une aggro
- AUGIAS : détermination des bassins versants et des secteurs assainissables ;
- TRAFIK : flux de circulation
- Programme d'entretien des équipements.

c/ Des jeux urbains :

METROPOLIS, CLUG, APEX : traduits et adaptés de jeux américains, pour juger et mesurer l'incidence des décisions des acteurs du développement d'une aggro.

Le plus important, METROPOLIS, nécessitait la réunion d'un panel de décideurs (élus, administrations, représentants des commerces et industries, ...) autour d'une table, puis de voir le résultat de telle ou telle décision (implantation d'une ZH, d'une ZA, d'un Centre commercial...) sur le développement d'une ville. Testé sur quelques agglos il fut abandonné car trop lourd et cher. Mais une génération plus tard les enfants pouvaient jouer sur PC avec SIMCITY, basé sur les mêmes principes !

d/. des programmes de gestion (analyse des temps passés, pour mesurer la rentabilité des contrats : on avait instauré un autocontrôle des temps passés...), de comptabilité, et de paye.

3.8/ Activités à l'International :

Comme pour la période 60-70 le BETURE a apporté durant la décennie 70 son concours à SCET-INTERNATIONAL sur divers projets (*pour la petite histoire nous avons avec le CEA, créé une filiale HYDES pour répondre à plusieurs appel d'offres pour des usines de dessalement d'eau de mer, en présentant un procédé innovant, sans succès : nous n'avions probablement pas le bon lobby !*). Mais il a aussi exporté directement certains de ses produits, par ex :

En Italie :

Les compétences du BETURE en matière d'études d'environnement et énergie avaient franchi la frontière et en 77, nous fûmes approchés par ECOLOGIA spa, filiale italienne d'un grand consortium industriel germano-italien pour rechercher une collaboration. S'était joint aussi aux négociations TECHNIPETROL spa, filiale italienne de TECHNIP France.

Les discussions après étude du marché aboutirent à la création d'une société commune de droit italien BETECO, Groupement international d'entreprises pour l'écologie et l'ingénierie de l'environnement, dont les statuts furent signés en juin 78. Au CA siégeaient pour le BETURE : Marc PORTIER (Vice-Président), J-F. PELLETIER et Pierre PEROT (administrateurs).

Diverses études ont été immédiatement lancées.

(Nota de René Gay : je ne sais pas ce qu'il est advenu de cette filiale après 1980)

Aux Etats-Unis : Dans le cadre de « IUTEP » (voir plus loin le § Organismes professionnels) Le BETURE a exporté le programme ROMA (Ramassage des OM dans une Agglomération) en association avec un BET américain PTI

Albert Calvo, qui représentait les BET de la SCET à IUTEP, témoigne :

*PTI comprit le potentiel de ROMA et prospecta rapidement sa clientèle : la ville de St Petersburg en Floride accepta de signer le contrat : Patrice MILLET et DESPHIEUX partirent en Floride pour participer à l'étude et montrer à PTI la méthodologie. La ville fut satisfaite du résultat (économie de 18 à 20%), ce qui encouragea PTI à proposer ROMA à d'autres villes dont New Jersey
A noter que ROMA fut aussi utilisé dans 2 villes en Grande-Bretagne.*

En Hongrie :

En 75, le BETURE fut contacté par un bureau d'études national hongrois intéressé par nos techniques (par quel canal ?) On leur fournit gratuitement documentation et conseils, et fit visiter des opérations. Ils furent particulièrement intéressés par les « galeries techniques »

En retour l'année suivante ils nous invitèrent (Albert Calvo et René Gay) et l'on put constater qu'ils avaient parfaitement et rapidement assimilé la construction des galeries techniques

Photo de travaux de VRD dans une ZH à Budapest



4/ Notoriété :

Durant cette décennie 70, le BETURE pluridisciplinaire était considéré comme le N° 1 en métropole dans ses métiers, et il a poursuivi son rôle de « tête chercheuse » de la SCET et son réseau. Il développa également des relations internationales

Jean- Christophe CLERGET, ancien de HEC, s'occupait du développement commercial et la promotion

4.1 : Communication , publications:



En 72 le BETURE tint un grand stand au salon de l'Ingénierie, devant lequel s'arrêta le Président Georges Pompidou (sur la photo en bas à g.)

Dans
une



Le BETURE va bientôt fêter son 10^e anniversaire. C'est en effet en 1962 que le BETURE (Bureau d'Etudes pour l'Urbanisme et l'Équipement) a été créé par la S.C.E.L. - Régie, succédant au programme de la Centre des Etudes et de Conception. Ses premières études techniques étaient alors coordonnées presque exclusivement à l'urbanisme et au génie civil. Le BETURE avait pour objectif de participer à une intervention et l'ensemble des activités touchant l'aménagement, l'urbanisme et l'équipement.

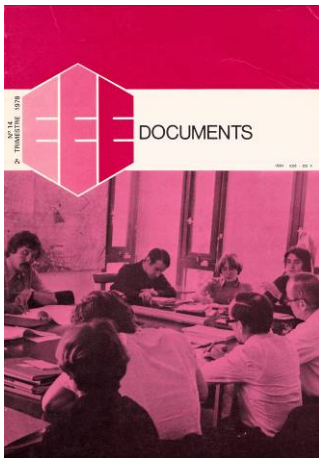
Le BETURE, installé depuis juin 1973 sur la zone industrielle de Trappes (à km de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, située entre les communes de Trappes, Ingouville et Châteaufort) a été créé en 1962. Il a commencé comme un organisme à gestion décentralisée avec 4 agences Régionales - Rennes, Nantes, Toulouse et Bordeaux.

Le BETURE est dirigé par M. René Gay, et son directeur est M. Jean-François de la Roche, directeur de l'Institut de Gestion Prévisionnelle. Tous les cadres ont été recrutés au BETURE ou à son créateur en 1962. Il a commencé comme un organisme à gestion décentralisée avec 4 agences Régionales - Rennes, Nantes, Toulouse et Bordeaux.

En 1969 à 1971, M. Gay est directeur du Service Urbanisme Départemental. En 1971, il est nommé Directeur Général Adjoint en 1971 puis Directeur Général en septembre 1972.

une longue interview sur 7 pages, pour la revue « GENIE INDUSTRIEL » de novembre 1974, René GAY a développé les actions et objectifs du BETURE, dont l'essentiel a été développé ci-avant, et en 1976 a été éditée plaquette de notoriété très détaillée et illustrée.

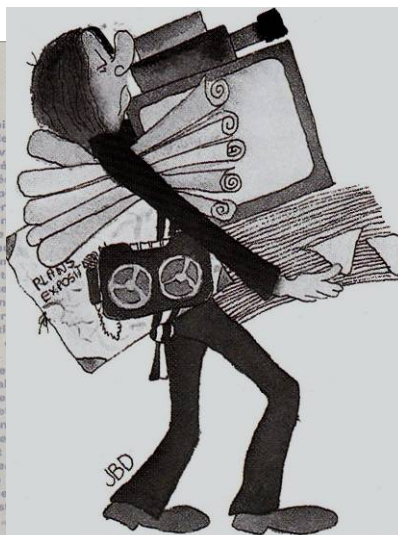
François Parfait qui était un Président très impliqué dans le développement et les activités du BETURE décida d'organiser trimestriellement à Trappes une journée d'exposés-débats sur des études innovantes ou exemplaires, fort valorisante pour les auteurs, (L-P. LEROY assista même à certains) et d'en publier les résultats dans la revue « DOCUMENTS » qui remplaça en 1975 les « cahiers du BETURE », en les étendant à l'ensemble du Réseau. Cette revue trimestrielle qui parut jusqu'en 1982 comportait 3 cahiers rédigés par les Bureaux d'Etudes, la SCET, et les SEM.



A noter aussi la revue « IMPLANTATION » outil de communication et de commercialisation des équipes « SOPREC », créée en 73 et qui sera publiée jusqu'en 91.

En 1977 le BETURE réalise pour le compte de la SCET deux guides : (photos de couverture ci-dessous)

- Le guide « ELEMENTS DE VIABILITE», en fascicules, établi par le département infrastructures, reste encore un ouvrage de référence.
- Le « Guide de la COMMUNICATION » - en matière d'urbanisme et d'équipement) Un « dossier communication » avait en effet été rendu obligatoire pour les enquêtes DUP, dans le cadre de la « concertation »



4.2 : Participation à des organismes professionnels nationaux et internationaux :

La notoriété du BETURE l'a amené à participer à divers organismes nationaux et internationaux :

- COFHUAT et FIHUAT :

La SCET faisait partie de la COFHUAT (Confédération

Française pour l'Habitat, l'Urbanisme et l' Aménagement du Territoire) dont François Parfait était le Président, et qui fait partie de la FIHUAT (Fédération Internationale..). François Parfait demandait souvent au BETURE de lui fournir des éléments pour des rapports ou communications. (Aujourd'hui l'AARSCET est membre de la COFHUAT)

- **IULA :**

Il avait aussi fait adhérer la SCET à IULA (International Union of Local Authorities) et désigné le BETURE comme Membre du Comité Technique de IULA, représentant la France auprès d'autres BET européens travaillant dans les mêmes domaines et représentant chacun leur Pays : Belgique, Pays-Bas, Danemark, Norvège, Suède, Finlande. Chaque année se tenait à l'initiative d'un des Pays une réunion d'une semaine de ce comité technique permettant de riches échanges et visites techniques, agrémentée d'un peu de tourisme.



Photos : voyage IULA en Finlande en 75: à g. travail : une ZH, et à dr. tourisme avec Gisèle et Roland Brault, Jeanne Marie et René Gay

Au début (fin des années 60) ce fut R. BRAULT, puis René GAY qui y assistaient, et enfin Albert CALVO remplaça R. GAY en 79. En France une des rencontres eut lieu à Lyon (J-P. Noel était alors le DR SCET) et PEREZ responsable de la communication à la DR organisa la visite de la Part-Dieu, un concert dans l'auditorium nouvellement construit, puis un voyage à Chamonix. Et une autre fois ce fut à Trappes avec visite de la Ville Nouvelle de SQ.en Yvelines et des opérations ZUP et ZI de Bures-Orsay, et une soirée au Lido En 78 les Finlandais organisèrent la rencontre en Russie à Leningrad et Moscou avec visite des travaux de préparation des JO de 1980 *(et après un dîner caviar-vodka on a chanté avec un mariage sur la place Rouge !)*

- **IUTEP :**

Témoignage d'Albert Calvo :

En 1976 , le Département des Bureaux d'Etudes de la SCET, la DBE, fut contacté par une Fondation Américaine « The German American Food » en vue de favoriser des échanges technologiques entre collectivités locales des USA et des 3 pays les plus importants d'Europe ; Allemagne, Grande Bretagne et France, en y associant les Associations de maires et des BET

travaillant pour les collectivités, au sein d'un organisme qu'elle financerait. La DBE de la SCET accepta de représenter la France au titre des Bureaux d'Etudes.

J'ai participé à la création de cet organisme lors d'une réunion à Redding en Gde Bretagne. Il fut appelé « IUTEP » (International Urban Technology Exchange Program Limited), et ses bureaux installés à Londres.

Pour démarrer rapidement les BET des 4 pays mirent dans la « corbeille de mariage » une technologie innovante pouvant être utilisée par les autres partenaires. J'ai proposé ROMA dont le BET américain compris de suite le potentiel (voir plus haut dans le chapitre environnement)

- AGHTM :

Toujours à l'initiative de F. Parfait, la SCET faisait partie de l'Association des Hygiénistes et Techniciens Municipaux, AGHTM. Le BETURE a été ainsi amené à y représenter la SCET, et à présenter des communications.

Entre autres :

- au Congrès AGHTM de 1970 qui s'est tenu à Rabat au Maroc, Claude CHARMEIL (DR SCET IF.), GUILLOT (directeur technique de la DR de Rouen) et René GAY du BETURE, ont présenté un rapport intitulé « Réalisation économique des voiries et réseaux divers

Anecdotes de René Gay sur le voyage au Maroc :

- *A Rabat nous avons fait connaissance avec Henri MAZIOL alors Directeur de la SCET-Tunisie qui nous a « royalement » reçus. Il devint peu après DR SCET Languedoc-Roussillon.*
- *Pour nous récompenser de notre travail, F.Parfait avait permis à nos épouses de nous accompagner, et accordé quelques jours de tourisme post congrès, avec une grosse voiture de location. Outre RABAT nous avons visité FEZ, MEKNES, VOLUBILIS, MARRAKECH, et nous sommes rentrés par CASABLANCA.*

- une conférence de C. PREBOIS, chef du Département Aménagement, sur « Techniques et méthodes de l'urbanisme opérationnel » (publiée en janvier 72 dans la revue TSM. L'EAU de l'AGHTM

- SYNTEC :

A partir du moment où le BETURE est devenu une SA, il a pu adhérer à SYNTEC (Chambre Syndicale des Bureaux d'Etudes Techniques de France (devenue en 81 une Fédération syndicale), car auparavant Syntec estimait qu'il était un service de la SCET, non indépendant.

René Gay entra au CA de Syntec, puis Marc PORTIER en fut le Vice-Président.

La grande préoccupation fin des années 60 et début des années 70, était la réforme de l'Ingénierie et sa rémunération. Syntec participa activement aux négociations avec les pouvoirs publics, pour aboutir au « **décret du 28 février 73 relatif aux conditions de rémunération des missions d'ingénierie et d'architecture remplies pour le compte des collectivités publiques par des prestataires de droit privé** »

Ce texte devait être appliqué par les SEM organismes semi-publics, mais il servit aussi de référence pour les marchés avec des clients privés. Assez complexe dans son application il avait le mérite de tenir compte de la pluridisciplinarité des grands BET, de mieux expliciter les missions, et permettre des marges de négociations.

- L'OPQIBI : « Office de qualification de l'Ingénierie ».

Albert CALVO et René GAY ont participé au groupe de travail qui a créé cet organisme. Le BETURE a obtenu la qualification professionnelle délivrée par l'OPQIBI et René GAY fit partie plusieurs années de la commission nationale de qualification de l'OPQIBI qui délivrait les agréments.

5/ La vie sociale, les années de crises économiques et sociales et la nouvelle restructuration des bureaux d'études :

Quand il est devenu SA, le BETURE a eu son propre CE, et des représentants syndicaux. Le CE se réunissait une fois par mois était présidé par René GAY assisté de CHAMBRAUD DRH du groupe de la SCET. Le secrétaire était Michel JARJAT.

Le milieu des années 70, fut marqué par la crise économique, suivant celle de l'énergie, due en particulier à l'inflation que les gouvernements successifs voulaient juguler, mais aussi au développement de la concurrence dans le domaine des études, tant publique (les villes se sont dotées de services techniques et d'urbanisme compétents, les agences d'urba. se sont mises en place...) que privée (bureaux d'architecture et d'urbanisme, bureaux d'études locaux...).

Il fallut donc réduire les effectifs : un premier plan social fut élaboré fin 76 et mis en place en 77 concernant les bureaux d'études (sauf SCETAUROUTE grâce au marché relativement protégé des SEM d'Autoroute), avec l'aide de la CDC pour son financement. Il concerna 80 personnes au BETURE , SEREQUIP et leurs filiales (les départs lors du déménagement à Trappes n'ont pas suffi). L'effet « réseau » jouant et permettant d'en transférer la moitié, il n'y eut qu'une quarantaine de licenciements pour la plupart négociés à l'amiable. Mais cela ne suffit pas et il fallut le poursuivre en 78, notamment en supprimant le Service Tourisme : j'ai négocié avec Christian BLANC (futur préfet, président de la RATP et d'Air France, député, puis secrétaire d'Etat au Grand Paris) le départ de l'ensemble de l'équipe : avec leurs indemnités et les contras en cours cédés au franc symbolique, ils constituèrent une association d'études et gestion des loisirs (*à laquelle s'associa Patrice Garnier futur directeur de C3D*)

Notas de René Gay :

1/Ce fut personnellement une épreuve et comme je l'ai dit dans mon discours de départ en retraite en 94 :

« J'eus le douloureux privilège d'être le premier dirigeant du Groupe CDC à élaborer et conduire un plan social en 76-77. Ce fut humainement difficile car dans nos sociétés qui reposent avant tout sur les hommes, se tissent des liens forts qu'il est dur de rompre même si cela n'altère pas l'estime et l'amitié. C'est la dure réalité du dirigeant d'avoir à le faire. »

2/ Ceci m'avait aussi conduit à souhaiter de changer d'affectation et je l'avais fait savoir à Marc Portier. C'est à l'automne 78 , lors d'une « sortie » en car du groupes des directeurs de la SCET (dir. des services centraux, DR ; dir. des BE), pour aller à Rouen je crois, que F. Parfait m'invita à m'asseoir à son côté, et me dit « ne pensez-vous pas qu'il serait temps que vous quittiez le BETURE et alliez poursuivre votre carrière à la SCET », et suite à ma réponse positive continua « j'ai une idée, on pourrait vous permuter avec André TEXIER, qui est à la DR Ile-de-France depuis longtemps ». C'est ainsi que je devins directeur de la DRIFA au 1^{er} janvier 79, et André TEXIER me remplaça.

Malgré les plans sociaux la crise était toujours là, et pendant les premiers mois de 79 un groupe de travail composé de dirigeants des bureaux d'études élaborera des propositions avec l'appui d'un cabinet de conseil extérieur. Sur ces bases le DG de la CDC M. PEROUSE donna à LP. LEROY ses instructions sur les principes à respecter dans la réorganisation à conduire . et par note du 4 octobre 79, approuvée par le Conseil de surveillance, décida de la mise en œuvre des dispositions suivantes :

Sous l'égide de la SAPEG, Société Auxiliaire de Participation et de Gestion (coquille vides existant déjà) est créé un groupe des bureaux d'études de la CDC, comprenant : Les filiales de la SCET (BETURE, SEREQUIP et leurs propres filiales BETEREM, BETERALP, BETREROUEST..., SCETAUROUTE), la SEDES, la SINORG, la SCET-INTERNATIONAL et ses filiales, le CEREP, la SINAC, HOSPITEX, ARTEMIS, IST, GCAM... Jean BOULARD de la SEDES en devint le directeur (voir « la Brève histoire de la SAPEG » qu'il a écrite, sur le site internet de l'Union Atrium)

Fin 79, André TEXIER quitta le BETURE pour devenir directeur de la SEM de ROUEN, et c'est BARTHELEMY, venant de SCET INTERNATIONAL qui le remplaça.

Dans la foulée le BETURE qui n'a plus de lien avec la SCET, va éclater en 2 : les études socio-eco et urbanisme forment SETAME, et BETURE conserve les études techniques.

Enfin signalons que la SAPEG fut le prélude C3D, holding de l'ensemble des filiales, décidée par Robert LION le 2 novembre 83, condamnant la SAPEG à disparaître début 83 ;

La suite de l'histoire , comme déjà dit, est à écrire par ceux qui l'ont vécue.

En guise de conclusion : (par René GAY)

Je suis fier des 19 années que j'ai passées au BETURE, et de l'avoir dirigé au moment où il était considéré comme un des plus grands bureaux d'études pluridisciplinaire dans le domaine urbain, et tout le personnel du BETURE doit aussi être fier de ce qui a été accompli.

La marque du BETURE reste imprimée dans de très nombreuses villes de France. Si certaines de ses réalisations comme les grandes ZUP, ont posé par la suite des problèmes sociaux toujours d'actualité, (mais le BETURE n'était responsable ni de leur implantation, ni de leur programme), elles ont cependant répondu à un besoin crucial de logements lors de leur construction et ont été fort appréciées par leurs premiers habitants (se reporter au travail de mémoire réalisé par l'AARSCET sur les Grands Ensembles), et combien d'autres interventions sont des références exemplaires : les grandes ZI, le chauffage urbain, l'environnement, les grands équipements...

J'ai connu et apprécié au BETURE nombre de cadres et employés qui sont devenus des amis, et qui ont œuvré dans l'ensemble du groupe CDC-SCET, ayant tous une même éthique « au service du public »

Je remercie à nouveau ceux qui m'ont aidé grâce à leurs propres souvenirs, cités dans le préambule et dans le texte

Enfin je tiens tout particulièrement à remercier Alice ALYANAKIAN, qui fit toute sa carrière comme secrétaire-assistante au BETURE, d'avoir pris l'initiative depuis une dizaine d'années d'organiser chaque automne une réunion autour d'un repas d'anciens du BETURE, tant de l'époque filiale de la SCET que des dernières années. Il s'y échange de bons souvenirs et grâce à cela, l'esprit BETURE perdure ainsi que les liens qui se sont noués au fil des ans.

Photo prise par Daniel Mahé lors d'une de ces réunions avec, de g.à d. assis : Catherine Boilot , JJ. Navarro, Alice Alyanakyian, René et J-Marie Gay, Daniel Mahé, et debout Guérin



TABLE DES MATIERES

Préambule et présentation	page 2
1ère partie : Les années 60 à 70 : la SCET BETURE, bureau d'études techniques	
1/ Naissance et débuts de la SCET-BETURE	page 3
1.1 Services et activités	page 3
1.2 Localisations	page 4
2/Le développement du BETURE jusqu'en 1970	page 5

2.1 Topographie	page 5
2.2 Infrastructures et aménagement	page 5
2.3 Batiments et Genie Civil	page 7
2.4 Chauffage	page 8
2.5 Hygiène Publique	page 9
2.6 Agences en Rhône-Alpes	page 10
3/L'Organisation du BETURE et Vie Sociale	page 11
4/ Les clients du BETURE dans les années 60	page 13
5/ Incursions dans l'ensemble des BE dans les années 60	page 14
6/ Formation, voyages, publications, notoriété	page 15
2ème partie : Les années 70 à 80 : le BETURE grand bureau d'études pluridisciplinaire	
1/Restructuration des Bureaux d'Etudes	page 18
1.1 Réorganisation des bureaux d'études	page 18
1.2 Installation à Trappes	page 20
1.3 Déconcentration des bureaux d'études	page 22
2/ Organisation propre du BETURE	page 23
3/ Activités	page 25
3.1 Recherche, Planification et Développement	page 25
3.2 Urbanisme opérationnel	page 26
3.3 Infrastructures	page 28
3.4 Energie.	page 29
3.5 Environnement et nuisances	page 30
3.6 Equipements, conception et gestion	page 33
3.7 Informatique	page 35
3.8 A l'International	page 35
4/ Notoriété	page 35
4.1 Publications	page 36
4.2 Participation à divers organismes	page 37
5/ Vie sociale, Crise des BE et nouvelle restructuration ;	page 39
En guise de conclusion	page 40